



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage , Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL

DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronics, Simulators and Defence Systems Div. /Division
des systèmes électroniques et des systèmes de simulation et
de défense

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

8C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Remote Minehunting and Disposal Sys Système de détection et d'élimination des mines sous-marines	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8472-105270/C	Date 2021-06-29
Client Reference No. - N° de référence du client W8472-105270	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QF-125-28275	
File No. - N° de dossier 125qf.W8472-105270	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-09-03 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lacoursiere, Paul	Buyer Id - Id de l'acheteur 125qf
Telephone No. - N° de téléphone (343) 551-1529 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

SYSTÈME D'ÉLIMINATION ET DE CHASSE AUX MINES À DISTANCE (SECMD)

DEMANDE DE PROPOSITIONS (DP)

RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT LA PRÉSENTE DEMANDE DE PROPOSITIONS :

La présente demande de propositions se compose de trois (3) volumes et de deux (2) exigences. Pour que son offre soit jugée conforme, le soumissionnaire doit soumissionner les deux besoins.

- a. Volume 1 – Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires – SECMD
- b. Volume 2 – Exigence d'acquisition de SECMD et Clauses du contrat subséquent pour l'acquisition de SECMD
- c. Volume 3 – Exigence de soutien en service pour le SECMD et Clauses du contrat subséquent pour le soutien en service de SECMD

VOLUME 1 de 3

Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires – SECMD

W8472-105270 Acquisition et W8482-206387 Soutien en service

**Ce document contient des exigences en matière de
sécurité**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 INTRODUCTION	4
1.2 SOMMAIRE	4
1.3 COMPTE RENDU.....	6
1.4 COMMUNICATIONS.....	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	6
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	7
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	7
2.4 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE DE SOUMISSIONS	9
2.5 LOIS APPLICABLES.....	10
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	11
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	11
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	12
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	12
4.1.2 PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS PAR ÉTAPES (PCSE)	13
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	18
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	19
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	19
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	20
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES.....	21
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	21
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE	22
6.3 EXIGENCES RELATIVES AUX MARCHANDISES CONTRÔLÉES.....	22
6.4 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES.....	22
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	22
SE REPORTER AU VOLUME 2 – CLAUSES DE CONTRAT SUBSÉQUENT POUR L'ACQUISITION DE SECMD.....	22
SE REPORTER AU VOLUME 3 – CLAUSES DE CONTRAT SUBSÉQUENT POUR LE SOUTIEN EN SERVICE DE SECMD.....	22
ANNEXE A
PLAN D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS TECHNIQUES
ANNEXE « B »
MATRICE DE CONFORMITÉ RMDS
ANNEXE « C ».....
MATRICE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE	
ANNEXE « D »

AVANTAGES INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES (IT) / PROPOSITION DE VALEUR SOUMISSIONNAIRE INSTRUCTIONS ET PLAN D'ÉVALUATION

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions comprend sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions;

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires des instructions sur la façon de préparer leur soumission;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Le Volume 2 concerne les clauses du contrat subséquent d'acquisition du SECMD – Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), les instruments de paiement électronique, l'attestation du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, les exigences en matière d'assurance et le Formulaire d'autorisation de tâches MDN 626 (ainsi que l'ensemble des autres annexes et appendices).

Le Volume 3 concerne les clauses du contrat subséquent de soutien en service pour le SECMD – Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux techniques, l'Énoncé des travaux logistiques, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), les instruments de paiement électronique, l'attestation du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, les exigences en matière d'assurance et le Formulaire d'autorisation des tâches MDN 626 (ainsi que l'ensemble des autres annexes et appendices).

1.2 Sommaire

1.2.1 Le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin de systèmes d'élimination et de chasse aux mines à distance (SECMD). Le SECMD fournira à la Marine royale canadienne (MRC) la capacité d'effectuer l'ensemble des activités de détection des mines marines et de contribuer à la reconnaissance des fonds marins. Grâce au SECMD, la MRC aura les capacités de détecter, classer, localiser, réacquies, identifier et neutraliser les mines marines et les

engins explosifs improvisés (EEI) maritimes qui constituent une menace pour les intérêts canadiens ou qui nuisent à l'exécution d'opérations maritimes par des navires de la MRC.

Le Canada a l'intention d'acheter un système d'élimination et de chasse aux mines à distance (SECMD) assorti d'un contrat de soutien en service. Le but de ces deux contrats est d'acheter de l'équipement commercial ou de l'équipement militarisé en vente sur le marché (MilCOTS) et de le mettre à niveau en fonction des résultats des tests et essais sur le terrain ainsi que des exigences des nouveaux utilisateurs, puis de fabriquer et de livrer un (1) SECMD pouvant être pris en charge pendant toute sa durée de vie.

Le volet « acquisition » comprend les éléments suivants :

- a) Un (1) système d'élimination et de chasse aux mines à distance, comme le définit le paragraphe 3 de l'Annexe A du Volume 2.

Le volet « acquisition » comprend également des options d'achat pour les éléments suivants :

- a) Un (1) système d'élimination et de chasse aux mines à distance, comme le définit le paragraphe 3 de l'Annexe A du Volume 2.
- b) Un (1) ou deux (2) véhicules sous-marins autonomes (VSA) légers supplémentaires;
- c) Un (1) ou deux (2) véhicules sous-marins autonomes (VSA) portables par l'opérateur;
- d) un maximum de six (6) véhicules d'élimination des mines – variante de combat (VEM-C) supplémentaires;

Les SECMD, à l'exclusion des VEM-C et du casier d'entreposage portable, doivent être livrés à la base des Forces canadiennes (BFC) Halifax, en Nouvelle-Écosse. Les VEM-C et le casier d'entreposage portable doivent être livrés au Dépôt de munitions des Forces canadiennes (DMFC) de Bedford, en Nouvelle-Écosse.

Les articles fournis en option, à l'exclusion des VEM-C et du casier d'entreposage portatif, doivent être livrés à la BFC d'Esquimalt (Colombie-Britannique), et un VEM-C et un casier d'entreposage portable doivent être livrés au Dépôt de munitions des Forces canadiennes (DMFC), de Rocky Point, en Colombie-Britannique.

La période du contrat est définie comme étant à compter de la date d'attribution du contrat jusqu'à ce que tous les services et livrables aient été livrés et acceptés, que toutes les garanties aient expiré et qu'aucun problème de garantie n'ait été résolu. La période d'option est valable pour un an à compter de la date d'attribution du contrat.

La période du contrat subséquent de soutien en service (SES) est de cinq (5) ans, avec cinq (5) périodes supplémentaires optionnelles de deux (2) ans. Le contrat de SES entre en vigueur le jour de la livraison du premier élément du SECMD.

L'entrepreneur doit fournir le soutien en service indiqué dans le Volume 3 conformément à l'Énoncé des travaux techniques du contrat de soutien en service et à l'Énoncé des travaux logistiques, y compris, mais non exclusivement, la réparation, la révision, la modification, la conversion, la mise à niveau et le démantèlement en pièces ainsi que d'autres services de soutien pour l'équipement et les composantes connexes (p. ex. les services de recherche et d'appui techniques, les services d'un représentant des services techniques, la présentation de rapports, les réunions, s'il y a lieu, le stockage et la fourniture des pièces et la formation). L'entrepreneur est également chargé des responsabilités de gestion de base, comme la gestion de projet, la gestion de programme, l'administration de projet, le soutien aux réunions, les

services financiers, la gestion de l'assurance qualité, le soutien d'ingénierie technique, la gestion des contrats, la gestion des contrats de sous-traitance, la sécurité, l'importation et l'exportation, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et du programme de matériel et les autres exigences connexes.

Les besoins sont assujettis à l'application de la *Politique des retombées industrielles et technologiques* (RIT), y compris la proposition de valeur (PV), conformément à l'annexe D.

- 1.2.2 La présente demande de soumissions comporte des exigences en matière de sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences et la partie 7 – Clauses du contrat subséquent. Pour en savoir plus sur le filtrage de sécurité du personnel et de l'organisation ainsi que sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires doivent consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- 1.2.3 Le présent besoin est assujéti au Programme des marchandises contrôlées. Selon la définition contenue dans la Loi sur la production de défense, les marchandises contrôlées canadiennes désignent certaines marchandises qui figurent sur la Liste des marchandises d'exportation contrôlée, un règlement défini en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* (LLEI).
- 1.2.4 Le Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin – voir la Partie 5, Attestations et renseignements supplémentaires; la Partie 7, Clauses du contrat subséquent, ainsi que l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation ».
- 1.2.5 Les soumissionnaires peuvent utiliser le service Connexion postel de la Société canadienne des postes pour présenter leur soumission par voie électronique. Ils doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions pour obtenir de plus amples renseignements.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Communications

À titre gracieux, et afin de coordonner les annonces publiques liées au présent contrat, le gouvernement du Canada demande aux soumissionnaires retenus d'aviser l'autorité contractante à l'avance de leur intention de rendre publique une annonce relative à l'attribution d'un contrat.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par numéro, date et titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Les Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels [2003](#) (2020-05-28) sont adoptées par renvoi et font partie de la demande de soumissions.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – Biens ou services – Besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 365 jours

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

Applicables au Volume 2, Clauses du contrat subséquent pour l'acquisition de SECMD

2030 (2020-05-28), Conditions générales – besoins plus complexes de biens
4006 (2010-08-16), L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
4010 (2012-07-16), Services – besoins plus complexes
A7035T (2007-05-25), Liste des sous-traitants proposés

Applicables au Volume 3 – Clauses du contrat subséquent pour le soutien en service de SECMD

2035 (2020-05-28), Conditions générales – besoins plus complexes de services
4006 (2010-08-16), L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
4012 (2012-07-16), Biens – besoins plus complexes
A7035T (2007-05-25), Liste des sous-traitants proposés

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au moyen de Connexion postal. Aux fins de la présentation des soumissions, l'adresse électronique de l'Unité de réception des soumissions de la région de la capitale nationale (RCN) est :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Remarque : Les soumissions envoyées directement à cette adresse courriel ne seront pas acceptées. Cette adresse courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, de la manière décrite dans les « Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels » [2003](#), ou pour envoyer des soumissions dans un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur pour Connexion postel.

En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les marchés avec d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires devront, avant l'attribution du marché, fournir les renseignements exigés ci-dessous. Si les réponses aux questions et, selon le cas, les renseignements requis n'ont pas été fournis à la date de fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai imparti pour fournir les renseignements. Le défaut de répondre à la demande du Canada et de se conformer aux exigences dans les délais prévus rendra la soumission non recevable.

Aux fins de la présente clause, « ancien fonctionnaire » désigne tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. une personne physique;
- b. une personne qui s'est constituée en société;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« Période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de départ, qui se mesure de façon similaire.

« Pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24 dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10 et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, ni la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions précédentes, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, s'il y a lieu :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a touché un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la *Directive sur le réaménagement des effectifs*? **Oui () Non ()**

Dans l'affirmative, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. le nombre et le montant (honoraires) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, taxes applicables comprises.

2.4 Demande de renseignements – Demande de soumissions

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Les demandes de renseignements reçues après cette date pourraient rester sans réponse.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Les soumissionnaires devraient prendre soin d'énoncer chaque question de façon suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou encore demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et ainsi de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le gouvernement du Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*insérer le nom de la province ou du territoire*), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent substituer à ces lois les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans compromettre la validité de leur soumission, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est apporté, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment pouvoir améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'Énoncé des travaux contenu dans la demande de soumissions sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante désignée dans la demande de soumissions. Ils doivent expliquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard _____ jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.7 Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours

- a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)

- c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires présentent leur offre par voie électronique avec **Connexion postel** :

Le Canada demande au soumissionnaire de présenter sa soumission conformément à l'article 08 des instructions uniformisées de 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation.

La soumission doit être séparée par sections, tel qu'il est indiqué ci-dessous :

Section I : Soumission technique

Section II : Soumission financière

Section III : Attestations

Section IV : Renseignements supplémentaires

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre partie de la soumission.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les offres transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.

3.1.1 Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire, de façon complète, concise et claire, l'approche qu'ils prendront pour effectuer le travail.

La soumission technique devrait aborder clairement et de manière suffisamment approfondie les points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé est déjà traité.

3.1.2 Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent soumettre un prix pour tous les éléments détaillés dans les tableaux 1, 2a et 2b de la matrice d'évaluation financière à l'annexe C du présent volume.

3.1.2.1 Paiement électronique de factures – soumission

Les soumissionnaires qui sont disposés à accepter les paiements de factures effectués à l'aide des Instruments de paiement électronique, pour indiquer quels instruments sont acceptés.

3.1.3 Fluctuation du taux de change

Clause C3010T (2014-11-27) du *Guide des CCUA*, Fluctuation du taux de change – Atténuation des risques

3.1.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la partie 5.

3.1.5 Section IV : Proposition de valeur

Veillez noter qu'une seule proposition doit être présentée pour le contrat d'acquisition de SECMD et du contrat de soutien en service pour le SECMD.

La proposition de valeur devrait clairement indiquer de quelle manière les activités commerciales proposées appuieront les objectifs du Canada en matière de RIT exposés ci-dessous et de quelle manière ces objectifs seraient atteints si le soumissionnaire obtenait les contrats subséquents.

Le soumissionnaire devrait, lors de la préparation de sa proposition, s'inspirer des instructions à l'intention du soumissionnaire, ainsi que du plan d'évaluation figurant à l'annexe B du présent volume, des modalités relatives aux RIT figurant à l'annexe D du Volume 2, Clauses du contrat subséquent pour l'acquisition de SECMD et du Volume 3, Clauses du contrat subséquent pour le soutien en service de SECMD. Les trois documents fournissent une orientation, des définitions ou des dispositions contractuelles importantes liées à la politique des RIT.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées en fonction de l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, notamment l'évaluation des critères techniques, des critères financiers et de la proposition de valeur, selon la pondération établie (40, 40 et 20, respectivement).
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

- c) Le Canada utilisera un processus d'évaluation par étapes, décrit plus en détail dans le présent document.
- d) Le soumissionnaire doit se conformer aux critères obligatoires en matière d'acquisition, de soutien en service et de proposition de valeur et fournir les documents à l'appui nécessaires pour démontrer la conformité. Chaque critère doit être traité distinctement.

Sauf indication contraire, l'expérience indiquée dans la soumission doit être celle d'une ou de plusieurs des personnes suivantes :

1. le soumissionnaire lui-même (ce qui comprend l'expérience de toute entreprise créée par lui au moyen d'une fusion, mais exclut toute expérience acquise par un achat de biens ou une cession de contrat).
2. Les sociétés affiliées du soumissionnaire (c.-à-d. entreprise principale ou filiale), à condition que le soumissionnaire explique le transfert du savoir-faire, ainsi que l'utilisation des ensembles d'outils et du personnel clé des affiliés pour le critère applicable.
3. Les sous-traitants du soumissionnaire, à condition que ce dernier fournisse une copie des ententes de collaboration et précise les rôles et les responsabilités de tous les intervenants de cette entente, ainsi que le mode d'intégration de leurs travaux.

Remarque : L'expérience des fournisseurs du soumissionnaire ne sera pas prise en considération.

4.1.2 Processus de conformité des soumissions par étapes (PCSE)

4.1.2.1 Généralités

- (a) Le Canada suit le PCSE décrit ci-dessous pour ce besoin.
- (b) Nonobstant tout examen effectué par le Canada à l'étape I ou II du PCSE, les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de l'exactitude, de la cohérence et de l'intégralité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, à la suite de cet examen, aucune obligation ou responsabilité de repérer toute erreur ou omission dans les soumissions ou dans les réponses d'un soumissionnaire à toute communication du Canada.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS DES ÉTAPES I ET II DU PCSE SONT PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT JUGÉE NON RECEVABLE À L'ÉTAPE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN À L'ÉTAPE I OU II ET MÊME SI LA SOUMISSION AVAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À CETTE ÉTAPE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT JUGER QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE ÉTAPE.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE SA RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT SUR L'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) À L'ÉTAPE I OU II POURRAIT NE PAS RÉPONDRE AUX EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI FONT L'OBJET DE L'AVIS OU DU REC ET POURRAIT RENDRE SA SOUMISSION NON CONFORME À D'AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa discrétion et à tout moment, demander et accepter de l'information du soumissionnaire pour corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans la soumission, et peut considérer que cette information fait partie de la soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature manquante; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de format ou de forme; l'omission de l'accusé de réception, du numéro d'entreprise – approvisionnement ou des coordonnées des personnes-ressources, comme les noms, les adresses et les numéros de téléphone; ou des erreurs commises par inadvertance dans les chiffres ou les calculs qui ne modifient pas le montant que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou tout composant visé par l'évaluation. Cela ne limitera pas le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information après la date de clôture des soumissions dans des circonstances où la demande de soumissions le permet expressément. Le soumissionnaire disposera de la période précisée par écrit par le Canada pour fournir la documentation nécessaire. À défaut de respecter ce délai, la soumission sera déclarée non recevable.
- (d) Le PCSE ne limite pas les droits du Canada aux termes des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (2018-05-22), Instructions uniformisées – Biens ou services – Besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de demande de soumissions ou après la date de clôture des soumissions dans des circonstances où la demande de soumissions le permet expressément, ou dans les circonstances décrites au paragraphe c).
- (e) Le Canada enverra un avis ou un rapport d'évaluation de la conformité (REC) par la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit présenter sa réponse par la méthode décrite dans l'avis ou le REC. Les réponses sont considérées comme reçues par le Canada à la date et à l'heure où elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Une réponse par courriel autorisée dans l'avis ou le REC est considérée comme reçue par le Canada à la date et à l'heure auxquelles elle a été reçue dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'avis ou le REC. Un avis ou un REC envoyé par le Canada au soumissionnaire à toute adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est considéré comme reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'est pas responsable de la réception tardive d'une réponse par le Canada, quelle qu'en soit la cause.

4.1.2.2 Étape I : Soumission financière

- (a) Après la date et l'heure de clôture de la présente demande de soumissions, le Canada examinera la soumission afin de déterminer si elle comprend une soumission financière et si la soumission financière comprend tous les renseignements requis dans la présente demande de soumissions. L'examen de la soumission par le Canada à l'étape I se limitera à déterminer si les renseignements requis par la demande de soumissions pour la soumission financière sont manquants. Cet examen ne déterminera pas si la soumission financière respecte toute norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions.
- (b) L'examen de la soumission par le Canada à l'étape I sera réalisé par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.
- (c) Si le Canada détermine, à sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou que la soumission financière ne contient aucun des renseignements requis décrits dans la demande de soumissions, la soumission sera jugée non

recevable et rejetée d'emblée.

- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au point c), le Canada fera parvenir un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») indiquant où la soumission financière manque de renseignements. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été déclarée conforme aux exigences qui font l'objet d'un examen à l'étape I ne recevra pas d'avis. Un tel soumissionnaire n'est pas autorisé à présenter des renseignements supplémentaires relativement à sa soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un avis disposeront du délai précisé dans l'Avis (la « période de correction ») pour corriger les problèmes qui y sont signalés en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou des précisions en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de correction ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans l'Avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire aura le droit de corriger uniquement la partie de sa soumission financière qui est indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément requis a été laissé en blanc, seuls les renseignements manquants peuvent être ajoutés à la soumission financière, sauf lorsque l'ajout de tels renseignements entraîne nécessairement une modification à d'autres calculs précédemment soumis dans la soumission financière (p. ex., le calcul visant à déterminer un prix total). De tels ajustements doivent être indiqués par le soumissionnaire, et seuls ces ajustements peuvent être effectués. Tous les renseignements fournis doivent respecter les exigences de la présente demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et ne sera pas prise en considération. Aucun changement ne sera autorisé à une autre section de la soumission du soumissionnaire. Les renseignements fournis conformément aux exigences de la présente demande de soumissions en réponse à l'Avis remplaceront, en totalité, **uniquement** la partie de la soumission financière originale comme il est permis ci-dessus et seront utilisés pour le reste du processus d'évaluation de la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est conforme aux exigences évaluées à l'étape I, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou des précisions qui peuvent avoir été fournis par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas conforme aux exigences évaluées à l'étape I à la satisfaction du Canada, la soumission sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.
- (i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences évaluées à l'étape I à la satisfaction du Canada feront l'objet d'une évaluation à l'étape II.

4.1.2.3 Étape II : Soumission technique – S'applique aux critères obligatoires admissibles, à l'exclusion des critères cotés

- (a) L'examen de la soumission par le Canada à l'étape II se limitera à un examen de la soumission technique pour cibler les cas où le soumissionnaire n'a pas réussi à satisfaire à tout critère obligatoire admissible. Cet examen ne déterminera pas si la soumission technique respecte toute norme ou répond à toutes les exigences de la

demande de soumissions. Les critères obligatoires admissibles sont tous des critères techniques obligatoires qui sont indiqués comme étant assujettis au PCSE dans la présente demande de soumissions. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas indiqués comme étant assujettis au PCSE dans la demande de soumissions ne seront évalués qu'à l'étape III.

- (b) Le Canada fera parvenir un avis écrit au soumissionnaire (le « rapport sur l'évaluation de la conformité » ou « REC ») indiquant tout critère obligatoire admissible que la soumission n'a pas respecté. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée conforme aux exigences évaluées à l'étape II recevra un REC attestant que sa soumission a été déclarée conforme à ces exigences. Un tel soumissionnaire n'est pas autorisé à présenter de réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période précisée dans le REC (la « période de correction ») pour remédier au non-respect de tout critère obligatoire admissible indiqué dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de correction ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit porter uniquement sur les critères obligatoires admissibles indiqués dans le REC qui n'ont pas été respectés, et ne doit comprendre que les renseignements nécessaires pour les respecter. Les renseignements supplémentaires fournis par le soumissionnaire qui ne sont pas nécessaires à la satisfaction de ces exigences ne seront pas pris en compte par le Canada, sauf lorsque la réponse aux critères obligatoires admissibles précisés dans le REC entraîne nécessairement une modification consécutive dans d'autres parties de la soumission. Le soumissionnaire doit indiquer ces modifications supplémentaires, à condition que sa réponse ne comprenne aucune modification à la soumission financière.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devrait préciser, dans tous les cas, le critère obligatoire admissible du REC auquel il répond, y compris l'indication de la section correspondante de la soumission originale, le libellé de la modification proposée à cette section, ainsi que le libellé et l'emplacement dans la soumission de toute autre modification consécutive qui découle nécessairement de cette modification. En ce qui concerne toute modification consécutive, le soumissionnaire doit inclure une justification expliquant pourquoi une telle modification consécutive est le résultat inévitable de la modification proposée pour répondre au critère obligatoire admissible. Il n'appartient pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire, et si le soumissionnaire omet de le faire conformément au présent sous-alinéa, c'est à ses propres risques. Tous les renseignements fournis doivent respecter les exigences de la présente demande de soumissions.
- (f) Toute modification à la soumission présentée par le soumissionnaire d'une façon qui n'est pas permise par la présente demande de soumissions sera considérée comme une nouvelle information et sera écartée. Les renseignements fournis conformément aux exigences de la présente demande de soumissions en réponse au REC remplaceront, en totalité, **uniquement** la partie de la soumission originale, comme le permet la présente section.
- (g) Les renseignements supplémentaires ou différents soumis au cours de l'étape II qui sont permis par la présente section seront considérés comme faisant partie de la

soumission, mais ne seront pris en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission à l'étape II que pour déterminer si la soumission respecte les critères obligatoires admissibles. Les renseignements supplémentaires ou différents ne seront utilisés à aucune étape de l'évaluation pour permettre à la soumission originale d'obtenir une note plus élevée ou moins élevée. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré comme conforme sera évalué à l'étape II pour déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire avait soumis les renseignements supplémentaires ou différents en réponse au REC. Le cas échéant, la soumission sera jugée conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible, et les renseignements supplémentaires ou différents soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes de la soumission.

- (h) Le Canada déterminera si la soumission répond aux exigences évaluées à l'étape II, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions que le soumissionnaire a pu fournir conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas conforme aux exigences évaluées à l'étape II à la satisfaction du Canada, la soumission sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.
- (i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences évaluées à l'étape II à la satisfaction du Canada feront l'objet d'une évaluation à l'étape III.

4.1.2.4 Étape III : Évaluation finale de la soumission

- (a) Au cours de l'étape III, le Canada effectuera l'évaluation de toutes les soumissions jugées conformes aux exigences analysées à l'étape II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers et la proposition de valeur.
- (b) Une soumission est non recevable et sera rejetée d'emblée si elle ne satisfait pas à tous les critères d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.3 Évaluation technique

Les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés sont inclus à l'annexe A du présent volume.

4.1.4 Évaluation financière

Critères financiers obligatoires

Les soumissionnaires doivent remplir la Matrice d'évaluation financière à l'annexe C du présent volume.

4.1.5 Évaluation de la proposition de valeur

Les valeurs d'évaluation obligatoires et minimales ainsi que les critères d'évaluation cotés figurent à l'annexe B du présent volume.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique, du prix et de la proposition de valeur

- a) Cette méthode de sélection signifie la combinaison optimale d'un prix avantageux, du mérite technique, d'une bonne qualité et de l'éventail des avantages offerts en général à l'État et à la population canadienne, comme le décrivent les critères d'évaluation de la demande de soumissions. Le soumissionnaire ayant obtenu la note totale pondérée la plus élevée sera recommandé pour l'attribution des deux contrats.

L'évaluation du rapport qualité-prix offert par chaque soumission recevable se fera selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Prix de la soumission conforme la plus basse} \times 40}{\text{Prix total évalué de la soumission du soumissionnaire}} + \frac{\text{Note obtenue pour les critères techniques cotés} \times 40}{\text{Note maximale attribuable aux soumissions (100 pour cent)}} + \frac{\text{Note obtenue pour la proposition de valeur} \times 20}{\text{Note maximale attribuable aux soumissions (20 points)}} = \text{Note pondérée globale}$$

- b) Quand le résultat d'un calcul comprendra une décimale, il sera arrondi au centième près.

Exemple :

i) 7,254 arrondi au centième = 7,25

ii) 7,255 arrondi au centième = 7,26

- c) Au terme des évaluations de l'étape III du PCSE, le soumissionnaire conforme qui aura obtenu la note totale pondérée la plus élevée (meilleur rapport qualité-prix) sera recommandé à la fois pour les deux contrats, c.-à-d., le contrat d'acquisition et le contrat de soutien en service.
- d) Veuillez vous référer au point 3.1.1 du présent Volume pour déterminer le prix total de la soumission évalué pour chaque soumissionnaire.
- e) En cas d'égalité, le soumissionnaire offrant le prix total estimé le plus bas sera recommandé en vue de l'attribution des deux contrats.

4.2.2 Exemple d'évaluation (40-40-20)

Méthode de sélection – Note combinée la plus élevée pour le mérite technique (40 %), le prix (40 %) et la proposition de valeur (20 %)				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		92/100	89/100	75/100
Prix évalué de la soumission		550 000,00 \$	500 000,00 \$	450 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$92/100 \times 40 = 36,8$	$89/100 \times 40 = 35,6$	$75/100 \times 40 = 30$
	Note pour le prix	$45/55 \times 40 = 32,73$	$45/50 \times 40 = 36$	$45/45 \times 40 = 40$
	NOTE POUR LES RIT ET LA PROPOSITION DE VALEUR	12/20	13/20	13/20
Note combinée		81,53	84,60	83,00
Classement global		3 ^e	1 ^{er}	2 ^e

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et d'autres renseignements.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent être vérifiées par ce dernier à tout moment. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, s'il est établi que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante peut rendre la soumission non recevable ou constituer un manquement au contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations ci-dessous dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux Dispositions relatives à l'intégrité des Instructions générales, tous les soumissionnaires doivent fournir avec leur proposition, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité se trouvant sur le site Web du [Formulaire de déclaration – Intégrité](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations supplémentaires exigées avec la soumission

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être fournis avec la soumission, mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une des attestations exigées ou l'un des renseignements supplémentaires requis n'est pas fourni conformément aux exigences, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai dont il dispose pour le faire. Si le soumissionnaire ne fournit pas les attestations et les renseignements supplémentaires ci-dessous dans le délai établi, sa soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Documents exigés

Conformément à la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier » de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter les documents exigés, s'il y a lieu, pour que son offre passe à l'étape suivante du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'[Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) — Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure sur la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pour l'équité en matière d'emploi au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, paraît sur la [Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation dûment remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation dûment remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Statut et disponibilité des ressources

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, comme il est exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ces derniers. Si pour des raisons indépendantes de sa volonté, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'une personne identifiée dans sa soumission, il peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison du remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Aux fins de cette clause, seules les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas à son emploi, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au gouvernement du Canada. Il doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission qui lui a été donnée ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

Clause du *Guide des CCUA* [A3010T](#) (2010-08-16), Études et expérience

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :

- (a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable comme l'indique la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- b) les personnes proposées par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité comme l'indique la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- (c) le soumissionnaire doit fournir le nom de toutes les personnes qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
- (d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- (e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, comme l'indique la Partie 3 – section IV, Renseignements supplémentaires.

6.1.2 Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires doivent consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>) ou écrire à ssicontratsinternationaux.issinternationalcontracts@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

6.2 Capacité financière

6.3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées

Clause du *Guide des CCUA* **A9130T** (2019-11-28), Programme des marchandises contrôlées

6.4 Exigences en matière d'assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations aux termes du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne libère aucunement l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne diminue son niveau de responsabilité.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

Se reporter au Volume 2 – Clauses de contrat subséquent pour l'acquisition de SECMD

Se reporter au Volume 3 – Clauses de contrat subséquent pour le soutien en service de SECMD

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
Daté: 31 mars 2021

Annexe A

Plan d'évaluation technique des soumissions

**Système de détection et d'élimination des mines
sous-marines**

Table des matières

1.	INTRODUCTION	3
2.	EXHAUSTIVITÉ DES SOUMISSIONS.....	4
3.	PROCESSUS D’ÉVALUATION	4
4.	DOCUMENTS ET DÉFINITIONS À L’APPUI.....	5

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions

À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Daté: 31 mars 2021

1. INTRODUCTION

- 1.1 La soumission sera évaluée en fonction de la note combinée la plus élevée sur les plans du mérite technique, du prix et de la proposition de valeur.
- 1.2 Le présent document décrit la procédure par laquelle l'évaluation technique des soumissions pour le Système de détection et d'élimination des mines sous marines (SDEMS) sera effectuées par le Canada.
- 1.3 Le présent document fait partie de la demande de propositions (DP) relative au projet du SDEMS.
- 1.4 ACRONYMES

Acronymes	
VSA	Véhicule sous-marin autonome
LDEC	Liste des données essentielles au contrat
CM	Gestion de la configuration
RFG	Ressources fournies par le gouvernement
SLI	Soutien logistique intégré
PDI	Programme directeur intégré
ASL	Analyse du soutien logistique
SSEM	Sous-système d'élimination des mines
PES	Programme d'entretien et de soutien
PGP	Plan de gestion de projet
R et R	Réparation et révision
DP	Demande de propositions
SDEMS	Système de détection et d'élimination des mines sous-marines
CCUA	Clauses et conditions uniformisées d'achat
PGS	Plan de gestion de la systémique
EDT	Énoncé des travaux
DES	Document d'exigences du système
CCP	Centre de contrôle portable
EDTT	Énoncé des travaux techniques

2. EXHAUSTIVITÉ DES SOUMISSIONS

- 2.1 Il incombe aux soumissionnaires de fournir suffisamment de renseignements pour permettre une évaluation adéquate de sa soumission en conformité avec le présent plan d'évaluation des soumissions.
- 2.2 Les soumissionnaires doivent inscrire des renvois aux endroits où la conformité de sa soumission peut être confirmée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » des tableaux 1 à 7 avant de présenter la soumission.

3. PROCESSUS D'ÉVALUATION

- 3.1 Le processus d'évaluation sera mené par l'équipe responsable de l'évaluation des soumissions, comme suit :
- a. Un examen des soumissions visant à assurer la conformité à toutes les exigences obligatoires indiquées au tableau 1 sera effectué. L'équipe responsable de l'évaluation des soumissions indiquera où la conformité aux exigences obligatoires a été démontrée dans la soumission, évaluera cette information pour en vérifier la conformité et inscrira les résultats dans la colonne « Évaluation de la réponse du soumissionnaire » du tableau 1. La conformité ou la non-conformité sera indiquée dans les deux (2) dernières colonnes du tableau 1. Les propositions qui ne satisfont pas à toutes les exigences obligatoires ne seront pas considérées davanantage.
 - b. Les propositions qui satisfont à toutes les exigences obligatoires seront évaluées en fonction des exigences cotées décrites au paragraphe 4.0, tableaux 2-7.
- 3.2 Les commentaires seront indiqués dans la colonne « Évaluation de la réponse du soumissionnaire ». Les exigences cotées sont fondées sur des aspects techniques et de gestion dans la soumission qui vont au-delà des exigences obligatoires minimales énoncées dans l'énoncé des travaux (EDT) pour l'acquisition, le document d'exigences du système (DES) et l'énoncé des travaux techniques (EDTT) de réparation et de révision (R et R). Ces caractéristiques

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions

À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Daté: 31 mars 2021

sont évaluées et cotées en vue de déterminer la valeur ajoutée de la soumission au-delà des exigences obligatoires minimales.

- 3.2.1 Les notes de tous les éléments seront additionnées pour obtenir une note technique finale.

4. DOCUMENTS ET DÉFINITIONS À L'APPUI

- 4.1 L'évaluation est fondée exclusivement sur les documents de la proposition fournis par les soumissionnaires, conformément à la demande de soumissions.

- 4.1.1 Les DD/LREC préliminaires suivantes, détaillées à l'annexe A, appendices AB et AC, sont nécessaires pour faciliter l'évaluation des critères cotés :

- a. SDEMS-GP-001 Plan de gestion de projet (PGP);
- b. SDEMS-GP-002 Programme directeur intégré (PDI);
- c. SDEMS-SE-001 Plan de gestion de la systémique (PGS);
- d. SDEMS-GC-001 Plan de gestion de la configuration (CM);
- e. SDEMS-SIL-001 Plan de soutien logistique intégré (SLI);
- f. SDEMS-SIL-002 Analyse du soutien logistique (ASL);
- g. SDEMS-SIL-004 Plan du Programme d'entretien et de soutien (PES);
- h. SDEMS-ME-004 Analyse de l'écart ;
- i. SDEMS-ME-005 Plan d'essai de M&E.

- 4.2 Pour l'évaluation de la réponse du soumissionnaire à tous les tableaux, la définition d'une « expérience démontrée » pour chaque projet doit comprendre, au minimum, ce qui suit :

- a. le nom du projet;
- b. la description du projet;
- c. la portée des travaux démontrant que l'exigence est satisfaite;
- d. la date d'achèvement du projet;
- e. la durée du projet;
- f. le nom et les coordonnées du client, y compris le nom du gestionnaire de projet, le numéro de téléphone direct et l'adresse de l'entreprise.

- 4.3 Les soumissions seront cotées à l'égard de chacune des exigences cotées indiquées dans les tableaux 2 à 7. L'équipe responsable de l'évaluation des soumissions utilisera la colonne « Réponse du soumissionnaire » pour savoir où les renseignements cotés ont été indiqués dans la soumission. Chaque exigence cotée sera évaluée et notée par l'équipe responsable de l'évaluation des soumissions conformément à la colonne « Méthode de cotation » des

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions

À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Daté: 31 mars 2021

tableaux 2 à 7. L'équipe responsable de l'évaluation des soumissions indiquera les notes dans la colonne « Points attribués » dans les tableaux 2 à 7. Pour certaines exigences cotées, le niveau de renseignements fournis sera évalué comme suit :

- a. Exceptionnel : La proposition montre clairement que le soumissionnaire pourrait répondre entièrement à cette exigence. La proposition comprend au moins un exemple d'expérience acquise dans le cadre d'un projet antérieur et qui décrit la façon dont le critère en cours d'évaluation a été abordé dans le cadre de ce projet. Il semble que l'exigence est bien comprise et l'entrepreneur démontre clairement qu'il comprend la différence entre la portée des travaux obligatoires et un rendement supérieur aux exigences obligatoires. Il n'y a pas de faiblesses apparentes qui pourraient compromettre la réalisation des travaux associés à cette exigence.
- b. Raisonnable : La proposition démontre raisonnablement que le soumissionnaire respecte cette exigence. Il semble que l'exigence soit comprise; cependant, il y a des faiblesses, pour lesquelles un risque doit être soulevé, qui ne devraient pas nuire à la réalisation des exigences, mais qui pourraient compromettre le calendrier, les coûts ou la portée du projet.
- c. Insatisfaisant : La proposition ne démontre pas que l'exigence est comprise et il y a des faiblesses qui pourraient compromettre la réalisation des travaux associés à cette exigence.

4.4 Les exigences cotées du DES doivent être démontrées dans la proposition, soit par la théorie, soit par l'application, comme suit :

- a. Théorie : Une explication, une description détaillée ou une description fonctionnelle de la fonction proposée pour répondre à l'exigence cotée. Par exemple :
 - 1) Une explication est une description générique du domaine faisant l'objet d'une évaluation.
 - 2) Une description détaillée est une description générique du domaine en cours d'évaluation, qui comprend des précisions relatives à une fonction précise.
 - 3) Une description fonctionnelle est une description générique du domaine en cours d'évaluation, qui comprend des précisions relatives à une fonction précise et au comportement du domaine faisant l'objet d'une évaluation.
- b. Application : Une description textuelle de la façon dont l'exigence cotée a été utilisée avec succès dans le cadre d'une opération. L'application

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions

À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Daté: 31 mars 2021

doit être appuyée par des données, ce qui comprend les tests et les mises à l'essai (plans, procédures, résultats) ou une certification délivrée par une tierce partie.

- 4.5 Pour être sélectionnée, la soumission doit atteindre la note minimale admissible pour chaque catégorie, telle qu'identifiée dans les tableaux 2 à 7.

Tableau 1 : Exigences obligatoires de la soumission					
N°	Exigence	Section applicable de la DP	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	À l'usage du Canada	
				Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Conforme / Non Conforme
1	La soumission comprend une matrice de conformité dûment remplie, fournie à l'annexe B du volume 1, qui montre le respect de chaque exigence obligatoire sélectionnée dans l'EDT pour l'acquisition et le DES.	Volume 1 - annexe B			
2	La soumission a démontré que le soumissionnaire possède de l'expérience dans le cadre d'au moins un projet dont la complexité est similaire à la portée des travaux précisée à l'annexe A du volume 2, géré par l'entrepreneur principal et lié à la mise en service réussie d'équipement naval réalisé au cours des dix années précédant la date de clôture de la période de soumission.	Volume 2 - annexe A			
3	La soumission a démontré que le soumissionnaire possède de l'expérience dans le cadre d'au moins un projet d'entretien et de soutien, dont la complexité est similaire à la portée des travaux précisée à l'annexe A du volume 3, dans le secteur de la défense et réalisé au cours des dix dernières années précédant la date de clôture de la période de soumission.	Volume 3 - annexe A			
4	La soumission a démontré que le soumissionnaire fournira un gestionnaire de projet ayant un minimum de 5 ans d'expérience en gestion de projet pour gérer le travail associé aux contrats d'acquisition et de soutien en service.	Volume 2 – annexe A et volume 3 – annexe A			

Tableau 1 : Exigences obligatoires de la soumission					
N°	Exigence	Section applicable de la DP	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	À l'usage du Canada	
				Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Non Conforme
5	La soumission a démontré que le soumissionnaire fournira un ingénieur système ayant un minimum de 7 ans d'expérience en ingénierie dans le domaine des Véhicule sous-marin autonome (VSA) pour mener à bien les travaux associés aux contrats d'acquisition et de soutien en service.	Volume 2 – annexe A et volume 3 – annexe A			
6	La soumission a démontré que le soumissionnaire fournira un technologue professionnel en ingénierie ayant un minimum de 7 ans d'expérience dans le domaine des VSA pour effectuer le travail associé au contrat de soutien en service.	Volume 3 – annexe A			
7	La soumission a démontré que le soumissionnaire va fournir des services d'un RD dans le cadre du contrat de réparation et de révision conformément à l'étendue des travaux telle que décrite dans le volume 3 - Annexe A et que le RD possède de l'expérience confirmée de trois ans dans le domaine des VSA et des systèmes sous-marins d'élimination des mines.	Volume 3 – annexe A			

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

Tableau 2 : Exigences cotées – Expérience du soumissionnaire					
N°	Exigence	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
				Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
1	Nombre de projets dont la complexité est similaire à la portée des travaux précisée à l'annexe A du volume 2, gérés par le soumissionnaire à titre d'entrepreneur principal, liés à la mise en service réussie d'équipement naval et réalisés au cours des dix années précédant la date de clôture de la période de soumission.		0 point – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre d'un (1) projet; 5 points – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre de deux (2) à quatre (4) projets; 10 points – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre de cinq (5) projets ou plus.		
2	Nombre de projets dont la complexité est similaire à la portée des travaux précisée à l'annexe A du volume 2, gérés par le soumissionnaire, liés à la mise en service réussie d'équipement naval pour le compte du gouvernement du Canada au cours des dix années précédant la date de clôture de la période de soumission.		2 points – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre d'un (1) projet; 7 points – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre de deux (2) ou trois (3) projets; 15 points – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre de quatre (4) projets ou plus.		
3	Nombre de programmes liés à la conception, à l'élaboration et à l'intégration réussies de VSA réalisés au cours des dix années précédant la date de clôture de la période de soumission. Un programme de VSA est considéré si un ou plusieurs VSA ont été livrés dans le cadre d'un contrat à un organisme gouvernemental allié.		2 points – Expérience démontrée dans le cadre de l'achèvement d'un (1) programme; 7 points – Expérience démontrée dans le cadre de l'achèvement de deux (2) ou trois (3) programmes; 15 points – Expérience démontrée dans le cadre de l'achèvement de quatre (4) programmes ou plus.		
4	Nombre de programmes d'entretien et de soutien dont la complexité est similaire à la portée des travaux précisée à l'annexe A du volume 3, gérés par le soumissionnaire à titre d'entrepreneur principal, liés à la mise en service réussie d'équipement de défense et réalisés au cours des dix années précédant la date de clôture de la période de soumission.		0 point – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre d'un (1) programme d'entretien et de soutien; 5 points – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre de deux (2) à quatre (4) programmes d'entretien et de soutien; 10 points – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre de cinq (5) programmes d'entretien et de soutien ou plus.		

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

Tableau 2 : Exigences cotées – Expérience du soumissionnaire					
N ^o	Exigence	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
				Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
5	Nombre de programmes d'entretien et de soutien, dont la complexité est similaire à la portée des travaux précisée à l'annexe A et B du volume 3, gérés par le soumissionnaire, liés à la mise en service réussie d'équipement de défense pour le compte du gouvernement du Canada au cours des dix années précédant la date de clôture de la période de soumission.		2 points – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre d'un (1) programme d'entretien et de soutien; 7 points – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre de deux (2) à trois (3) programmes d'entretien et de soutien; 15 points – La soumission démontre de l'expérience dans le cadre de quatre (4) programmes d'entretien et de soutien ou plus.		
6	Nombre de programmes d'entretien et de soutien de systèmes de VSA réalisés au cours des dix années précédant la date de clôture de la période de soumission.		2 points – Expérience démontrée dans le cadre d'un (1) programme d'entretien et de soutien; 7 points – Expérience démontrée dans le cadre de deux (2) à trois (3) programmes d'entretien et de soutien; 15 points – Expérience démontrée dans le cadre de quatre (4) programmes d'entretien et de soutien ou plus.		
				Total	
				Note minimale admissible : 31	
				Nombre maximal de points : 80	

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

Tableau 3 : Exigences cotées – Annexe A du volume 2 – Section 4.0 de l'EDT pour l'acquisition – Gestion de projet						
N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée dans l'EDT	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
Gestion de projet						
7	Le PGP du soumissionnaire présente le processus de gestion de projet de ce dernier en abordant les thèmes suivants : i) Objectif du projet; ii) Aperçu du système; iii) Portée du projet; iv) Organisation du projet; v) Planification, exécution et contrôle du projet; vi) Gestion des risques; vii) Gestion de la qualité et viii) Ressources de gestion.	4.2		0 point – Insatisfaisant; 5 points – Raisonnable; 10 points – Exceptionnel.		
8	Le PGP du soumissionnaire démontre comment les processus de gestion de projet de ce dernier favoriseront le contrôle des coûts, des échéanciers et des risques associés à la performance.	4.2		0 point – Insatisfaisant; 3 points – Raisonnable; 5 points – Exceptionnel.		
Calendrier						

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

Tableau 3 : Exigences cotées – Annexe A du volume 2 – Section 4.0 de l'EDT pour l'acquisition – Gestion de projet							
N ^o	Exigence	Référence à l'exigence énoncée dans l'EDT	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada		
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués	
9	Le PDI du soumissionnaire démontre que les activités de ce dernier sont planifiées de façon cohérente et de sorte que i) les dépendances du chemin critique et du projet clé sont déterminées; et ii) les étapes décrivent clairement le travail qui doit être accompli.	4.3		0 point – Insatisfaisant; 3 points – Raisonnable; 5 points – Exceptionnel.			
10	Le PDI du soumissionnaire présente les processus de ce dernier pour ce qui est i) de la gestion et la vérification des exigences; ii) des spécifications du système; iii) des processus d'examen de la conception; iv) de la mise en œuvre; v) de l'installation et vi) des tests et essais.	4.3		0 point – Insatisfaisant; 3 points – Raisonnable; 5 points – Exceptionnel.			
						Total	
						Note minimale admissible : 9	
						Nombre maximal de points : 25	

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

Tableau 4 : Exigences cotées –Annexe A du volume 2 – Section 5.0 de l'EDT pour l'acquisition – Systémique						
N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée dans l'EDT	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
Systémique						
11	Le PGS du soumissionnaire démontre la solidité et la capacité de l'approche de gestion de la systémique du soumissionnaire en abordant i) la portée et le but du PGS; ii) l'organisation de la systémique du soumissionnaire et iii) les processus de systémique du soumissionnaire.	5.1		0 point – Insatisfaisant; 3 points – Raisonnable; 5 points – Exceptionnel.		
12	Le PGS du soumissionnaire présente l'approche de la systémique de ce dernier en ce qui a trait aux points suivants : i) l'intégration aux navires et aux installations côtières; ii) les facteurs humains; iii) la sécurité et v) l'ingénierie de la sécurité des systèmes.	5.1		0 point – Insatisfaisant; 3 points – Raisonnable; 5 points – Exceptionnel.		
Gestion de la configuration						
13	Le plan de GC du soumissionnaire fournit des détails sur i) l'utilisation d'un processus mature et automatisé en matière de gestion de la configuration; ii) l'élaboration des éléments de configuration; iii) le processus par lequel les modifications à apporter aux éléments de configuration seront mises en œuvre et iv) les vérifications de la configuration.	5.6		0 point – Insatisfaisant; 3 points – Raisonnable; 5 points – Exceptionnel.		
Total					Note minimale admissible: 5 Nombre maximal de points : 15	

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
Date: 31 mars 2021

Tableau 5 : Exigences cotées –Annexe A du volume 2 – Section 6.0 de l'EDT pour l'acquisition – Soutien logistique intégré						
N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée dans l'EDT	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
Planification du soutien logistique intégré (SLI)						
14	Le plan de SLI du soumissionnaire est conforme à la LDEC SDEMS-SIL-001 et décrit de quelle façon les exigences de l'EDT relatives au SLI seront respectées.	6.2		0 point – Insatisfaisant; 3 points – Raisonnable; 5 points – Exceptionnel.		
Analyse du soutien logistique						
15	Le plan de SLI du soumissionnaire décrit de quelle façon l'analyse du soutien logistique (ASL) sera effectuée pour le SDEMS conformément à la section 6.2.2 de l'EDT.	6.2.2		0 point – Insatisfaisant; 3 points – Raisonnable; 5 points – Exceptionnel.		
Formation des membres du cadre initial d'instructeurs						
16	La soumission démontre que le soumissionnaire possède de l'expérience dans la prestation de l'instruction à l'intention des opérateurs et des responsables de la maintenance au personnel militaire; dans la prestation de l'instruction liée aux systèmes de VSA; et dans l'élaboration des troussees d'instruction.	6.5		0 point – Aucune information n'est fournie dans la soumission; 5 points – Expérience démontrée dans le cadre d'un projet antérieur visant à offrir de l'instruction à l'intention des opérateurs et des responsables de la maintenance des systèmes de VSA; 10 points – Expérience démontrée dans le cadre d'un projet antérieur de la prestation		

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

					de l'instruction liée aux systèmes de VSA aux opérateurs et aux responsables de la maintenance militaires, et expérience de la prestation de l'instruction aux opérateurs et aux responsables de la maintenance militaires canadiens.		
Total							Note minimale admissible : 10 Nombre minimal de points : 20

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
Daté: 31 mars 2021

Tableau 6 : Exigences cotées – Volume 2 – Annexe A, appendice AA – Exigences du DES

N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée du DES	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
17	Les VSA portatifs de l'opérateur doivent être capables de maintenir une vitesse de cinq nœuds ou plus, en eaux stagnantes durant le transit à la zone à cartographier.	3.2.1.5		Niveau d'information requis : Application. 0 point – Le VSA portatif de l'opérateur est incapable de maintenir une vitesse de cinq nœuds ou plus; 5 points – Le VSA portatif de l'opérateur est capable de maintenir une vitesse de cinq mais moins de six nœuds; 10 points – Le VSA portatif de l'opérateur est capable de maintenir une vitesse de plus de six nœuds.		
18	Les VSA légers doivent être capables de fonctionner à une profondeur de 250 mètres ou plus.	3.2.2.4		Niveau d'information requis : Application. 0 point – Le VSA léger peut fonctionner à une profondeur se situant entre 200 mètres et 249 mètres. 5 points – Le VSA léger peut fonctionner à une profondeur se situant entre 250 mètres et 299 mètres. 10 points – Le VSA léger peut fonctionner à une profondeur se situant entre 300 mètres et 449 m. 13 points – Le VSA léger peut fonctionner à une profondeur se situant entre 450 mètres et 599 m.		

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
Daté: 31 mars 2021

Tableau 6 : Exigences cotées –Volume 2 – Annexe A, appendice AA – Exigences du DES						
N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée du DES	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
				15 points – Le VSA léger peut fonctionner à une profondeur de 600 mètres ou plus.		
19	Les VSA légers doivent être capables de maintenir une vitesse de cinq nœuds ou plus, en eaux stagnantes durant le transit à la zone à cartographier.	3.2.2.6		Niveau d'information requis : Application. 0 point – Le VSA léger est incapable de maintenir une vitesse de cinq nœuds ou plus; 5 points – Le VSA léger est capable de maintenir une vitesse de cinq mais moins de six nœuds; 10 points – Le VSA léger est capable de maintenir une vitesse de plus de six nœuds.		
20	Le VSA portatif de l'opérateur doit avoir un taux de couverture en détection seulement d'au moins 0,070 km ² /h ou plus dans un fond de type A1 tout en respectant la résolution sonar minimale.	3.2.3.6		Niveau d'information requis : Application. 0 point – Le VSA portatif de l'opérateur peut offrir un taux de couverture de 0,051 km ² /h à 0,69 km ² /h. 5 points – Le VSA portatif de l'opérateur peut offrir un taux de couverture de 0,070 km ² /h à 0,099 km ² /h. 10 points – Le VSA portatif de l'opérateur peut offrir un taux de couverture de 0,100 km ² /h ou plus.		
21	Le VSA léger doit avoir un taux de couverture en détection seulement d'au moins 0,40 km ² /h ou plus dans un fond de type A1 tout en respectant la résolution sonar minimale.	3.2.3.8		Niveau d'information requis : Application. 0 point – Le VSA léger peut offrir un taux de couverture de 0,27 km ² /h à 0,39 km ² /h.		

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

Tableau 6 : Exigences cotées – Volume 2 – Annexe A, appendice AA – Exigences du DES						
N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée du DES	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
				5 points – Le VSA léger peut offrir un taux de couverture de 0,40 km ² /h à 0,49 km ² /h. 10 points – Le VSA léger peut offrir un taux de couverture de 0,50 km ² /h ou plus.		
22	Le VSA portatif de l'opérateur doit avoir une résolution sonar avec une taille de pixel à l'écran de 5 cm par 10 cm, ou mieux, au taux de couverture requis.	3.2.3.10		Niveau d'information requis : Application. 0 point – Le VSA portatif de l'opérateur peut fournir une résolution sonar avec une taille de pixel de 10 cm par 10 cm ou mieux, mais sans atteindre 10 cm par 5 cm. 5 points – Le VSA portatif de l'opérateur peut fournir une résolution sonar avec une taille de pixel de 10 cm par 5 cm ou mieux, mais sans atteindre 5 cm par 5 cm. 10 points – Le VSA portatif de l'opérateur peut fournir une résolution sonar avec une taille de pixel de 5 cm par 5 cm ou mieux.		
23	Le VSA léger doit avoir une résolution sonar avec une taille de pixel à l'écran de 2 cm par 5 cm, ou mieux, au taux de couverture requis.	3.2.3.12		Niveau d'information requis : Application. 0 point – Le VSA léger peut fournir une résolution sonar avec une taille de pixel de 5 cm par 5 cm ou mieux, mais sans atteindre 5 cm par 2 cm. 5 points – Le VSA léger peut fournir une résolution sonar avec une taille de pixel de 5 cm par 2 cm ou mieux, mais sans atteindre 2 cm par 2 cm.		

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

Tableau 6 : Exigences cotées –Volume 2 – Annexe A, appendice AA – Exigences du DES						
N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée du DES	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
				10 points – Le VSA léger peut fournir une résolution sonar avec une taille de pixel de 2 cm par 2 cm ou mieux.		
24	Les consoles de programmation et d'opération portative dédiées VSA du SDEMS devraient être multifonctions (c.-à-d., compatibles avec les deux variantes de VSA).	3.2.4.3		Niveau d'information requis : Théorie ou Application. 0 point – Les consoles de programmation et d'opération portatives pour la planification et la programmation des missions sont dédiés à chaque variante de VSA. 5 points – Les consoles de programmation et d'opération portatives utilisés pour la planification et la programmation des missions sont multifonctions et compatibles avec les deux variantes de VSA		
25	Les VSA du SDEMS doivent être équipés d'un système d'évitement des collisions qui leur permettent mesure d'éviter la plupart des collisions et de poursuivre la mission.	3.2.4.12		Niveau d'information requis : Théorie ou Application. 0 Points – Ni le VSA léger ni le VSA portatif de l'opérateur ne disposent d'un système d'évitement des collisions. 5 Points – Le VSA léger ou le VSA portatif de l'opérateur disposent d'un système d'évitement des collisions. 10 Points – Le VSA léger et le VSA portatif de l'opérateur disposent d'un système d'évitement des collisions.		

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
Date: 31 mars 2021

Tableau 6 : Exigences cotées –Volume 2 – Annexe A, appendice AA – Exigences du DES						
N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée du DES	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
26	Le SSEM doivent pouvoir supporter une distance de sécurité de 1 500 m ou plus dans toutes les conditions d'utilisation requises.	3.3.1.10		Niveau d'information requis : Théorie ou Application. 0 Points – Le SSEM supporte une distance de sécurité entre 1000m and 1499m. 5 Points – Le SSEM supporte une distance de sécurité entre 1500m and 1999m. 10 Points – Le SSEM supporte une distance de sécurité de 2000 m ou plus.		
27	Le système de lancement et de récupération doit être un système unique compatible avec tous les VSA et les engins de chasse aux mines.	3.4.1.16		Niveau d'information requis : Théorie ou Application.. 0 point – Le système de lancement et de récupération requiert des méthodes distinctes pour le lancement de chaque variante de VSA et des engins de chasse aux mines. 5 points – Un système et une méthode de lancement et de récupération communs peuvent être utilisés pour le lancement et la récupération des deux variantes de VSA. 10 points – Un système et une méthode de lancement et de récupération communs peuvent être utilisés pour le lancement et la récupération des deux variantes de VSA et le lancement des engins de chasse aux mines.		
28	La proposition technique contient un modèle 3D et une description détaillée du Centre de contrôle	S.O.		Niveau d'information requis : Théorie		

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

Tableau 6 : Exigences cotées –Volume 2 – Annexe A, appendice AA – Exigences du DES						
N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée du DES	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
	portable (CCP) démontrant une solution pour le SDEMS entièrement intégrée et compatible avec les interfaces identifiées.			0 point – La proposition technique ne contient pas un modèle 3D ou une description raisonnable. 7 points – La proposition technique contient une description raisonnable seulement. 15 points – La proposition technique contient un modèle 3D et une description raisonnable.		
29	Chaque VSA du SDEMS doit avoir une moyenne des temps de bon fonctionnement (MTBF) d'au moins 450 heures.	4.4.3		Niveau d'information requis : Théorie ou Application.. 0 point – Le VSA léger et le VSA portatif de l'opérateur ont tous les deux un MTBF entre 300 et 449 heures. 5 points – Le VSA léger et le VSA portatif de l'opérateur ont tous les deux un MTBF entre 450 et 599 heures. 10 points – Le VSA léger et le VSA portatif de l'opérateur ont tous les deux un MTBF de 600 heures ou plus.		
Total						Note minimale admissible : 20 Nombre maximal de points : 135

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

Tableau 7 : Exigences cotées – Annexe A du volume 2 Programme d'entretien et de soutien						
N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée dans l'EDT	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
Plan du Programme d'entretien et de soutien						
30	Le plan du PES du soumissionnaire est conforme à la LDEC SDEMS-SIL-004 et décrit de quelle façon les exigences de l'EDT relatives à l'entretien et au soutien en service seront respectées...	6.2.2.5		0 point – Insatisfaisant; 5 points – Raisonnable; 10 points – Exceptionnel.		
31	Le plan du PES du soumissionnaire décrit les processus de surveillance et d'évaluation proposés des taux de défaillance, et les mesures correctives prises dans le cas de taux de défaillance élevés.	6.2.2.5		0 point – Insatisfaisant; 5 points – Raisonnable; 10 points – Exceptionnel.		
32	Le plan du PES du soumissionnaire décrit les processus proposés de surveillance du statut de révision et de modification du matériel de troisième ligne pour s'assurer que le matériel incorpore toutes les modifications et révisions approuvées.	6.2.2.5		0 point – Insatisfaisant; 5 points – Raisonnable; 10 points – Exceptionnel.		

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

Tableau 7 : Exigences cotées – Annexe A du volume 2 Programme d'entretien et de soutien						
N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée dans l'EDT	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
	<p>Le plan préliminaire du PES du soumissionnaire décrit le plan pour recevoir, contrôler et gérer tout ce qui a trait au matériel détenu ou géré par l'entrepreneur aux fins d'utilisation dans le cadre du PES du SDEMS, y compris les procédures pour :</p> <ul style="list-style-type: none">a. la réception et la distribution du matériel;b. la garde du matériel et la sécurité de l'entreposage;c. le contrôle et le suivi des stocks;d. la manutention et l'entreposage sécuritaires des matières dangereuses et la production de rapports connexes;e. la manutention et l'entreposage sécuritaires des matières classifiées et la production de rapports connexes;f. la manutention et l'entreposage sécuritaires des marchandises contrôlées et la production de rapports connexes;g. le suivi des ressources fournies par le gouvernement (RFG) et la production de rapports connexes;h. les inspections du matériel pour vérifier leur état et les problèmes de durée de conservation;i. l'emballage du matériel;j. la consignation des transactions de matériel et la préparation de rapports connexes.	6.2.2.5		<p>0 point – Insatisfaisant; 5 points – Raisonnable; 10 points – Exceptionnel.</p>		

Annexe A – Plan d'évaluation technique des soumissions
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
 Daté: 31 mars 2021

Tableau 7 : Exigences cotées – Annexe A du volume 2 Programme d'entretien et de soutien						
N°	Exigence	Référence à l'exigence énoncée dans l'EDT	Réponse du soumissionnaire (Inclure la référence de la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
					Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points attribués
Plan de gestion de l'obsolescence						
34	Le plan préliminaire du Plan de gestion de la désuétude (obsolescence) du soumissionnaire décrit de quelle façon : a. les problèmes d'obsolescence sont détectés et suivis; b. la gestion de l'obsolescence fait partie des activités de planification, de conception et d'élaboration exécutées dans le cadre du contrat de R et R.	6.2.2.5		0 point – Insatisfaisant; 5 points – Raisonnable; 10 points – Exceptionnel.		
Total					Note minimale admissible : 20 Nombre maximal de points : 50	

Tableau 8 : Total des exigences cotées			
Note technique et de gestion	Note maximale disponible	Note minimum admissible	Résultat de la soumission
Tableau 2 : Expérience du soumissionnaire	80	31	
Tableau 3 : Gestion de projet	25	9	
Tableau 4 : Systémique	15	5	
Tableau 5 : Soutien logistique intégré	20	10	
Tableau 6 : Exigences du DES	135	20	
Tableau 7 : Programme d'entretien et de soutien	50	20	
Total	325	95	

Annexe B – Matrice de conformité

À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Daté: 31 mars 2021

Annexe B

Matrice de conformité

Système de détection et d'élimination des mines sous-marines

1. INTRODUCTION

- 1.1 Le présent document décrit la procédure selon laquelle les propositions pour le système de détection et d'élimination des mines sous-marines (SDEMS) seront évaluées par le Canada par rapport aux exigences obligatoires de la demande de propositions (DP) indiquées dans l'énoncé des travaux (EDT) pour l'acquisition de l'annexe A du volume 2 et dans le document d'exigences du système (DES) de l'appendice 1 de l'annexe A du volume 2.
- 1.2 Les soumissionnaires doivent remplir et soumettre la matrice de conformité avec leur proposition afin que celle-ci soit prise en compte dans le cadre du processus d'évaluation des soumissions.

2. ACRONYMES

Acronymes	
BSASM	Bureau de la sécurité et de l'aptitude au service des munitions
M&E	Munitions et explosifs
IER	Index des essais de réception
PER	Procédures d'essai de réception
VSA	Véhicule sous-marin autonome
BITE	Équipement d'essai intégré
BITS	Logiciel d'essai intégré
AC	Autorité contractante
FAC	Forces armées canadiennes
SA	Simulateur automatisé
ECC	Examen critique de la conception
LDEC	Liste des données essentielles au contrat
DMFC	Dépôt de munitions des Forces canadiennes
ITFC	Instruction technique des Forces canadiennes
EC	Élément de configuration
CM	Gestion de la configuration
COTS	Commercial sur étagère
CSA	Association canadienne de normalisation
ECL	Élément de configuration logicielle
dB	Décibels
EDL	Éléments de données livrables
MDN	Ministère de la Défense nationale
TAU	Test d'acceptation usine
IMF	Installation de maintenance de la flotte
RFG	Ressources fournies par le gouvernement
HERO	Dangers causés par le rayonnement électromagnétique pour les munitions

Annexe B – Matrice de conformité

À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Date: 31 mars 2021

Acronymes	
ECM	Éléments de configuration matérielle
Hz	Hertz
FMCI	Formation des membres du cadre initial d'instructeurs
EI	Engin explosif improvisé
SLI	Soutien logistique intégré
MURAT	Munition à risques atténués
PDI	Programme directeur intégré
PI	Propriété intellectuelle
ISO	Organisation internationale de normalisation
SES	Soutien en service
ITAR	International Traffic and Arms Regulations
kt	Nœuds
EAL	Essai d'acceptation du lot
GCVM	Gestionnaire du cycle de vie du matériel
AILDL	Approvisionnement initial à long délai de livraison
ERP	Éléments remplaçables sur place
ASL	Analyse du soutien logistique
NDC	Navire de défense côtière
MDA	Zone de danger de mines
SSEM	Sous-système d'élimination des mines
VEM	Véhicule d'élimination des mines
VEM-C	Véhicule d'élimination des mines - combat
VEM-I	Véhicule d'élimination des mines - Instruction/Inspection
MILCO	Contact de type mine
MilCOTS	Militaire sur étagère
MTBF	Moyenne des temps de bon fonctionnement
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
IDDN	Index de documentation de la Défense nationale
LCMM	Lutte contre les mines marines
NM	Mille marin
PT	Preuves tangibles
VCP	Vérification de la configuration physique
ECP	Examen de la conception préliminaire
GP	Gestionnaire de projet
PGP	Plan de gestion de projet
CEP	Casier d'entreposage portable
ARC	Aviation royale canadienne
MRC	Marine royale canadienne
MSDA	Module de stockage de données amovible
SDEMS	Système de détection et d'élimination des mines sous-marines
RMS	Valeur quadratique moyenne
VTG	Véhicule téléguidé

Annexe B – Matrice de conformité

À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Daté: 31 mars 2021

Acronymes	
IADLMF	Installation d'analyse de données des levés des fonds marins
ERM	Essai de réception en mer
EDP	Environnement de données partagées
PGS	Plan de gestion de la systématique
SIS	Section d'intervention dans les fonds marins
SBL	Sonar à balayage latéral
EDT	Énoncé des travaux
DES	Document d'exigences du système
EES	Examen des exigences du système
CCP	Centre de contrôle portable
RSCT	Rapport de synthèse de classification de type
TDP	Dossier technique
PDEE	Plan directeur d'essai et d'évaluation
EEPE	Examen de l'état de préparation aux essais
V c.a.	Volt en courant alternatif
NDP	Navire de passage
XTF	eXtended Triton Format

3. EXIGENCES OBLIGATOIRES

- 3.1 Pour toutes les exigences décrites en détail dans les tableaux 1 et 2, le soumissionnaire doit indiquer si la solution proposée au besoin est conforme ou non en mettant un « X » dans la cellule « Oui » ou « Non » dans la colonne « Conforme ».
- 3.2 Le soumissionnaire ne doit pas placer les indications exigées par le paragraphe 2.1 dans des cellules se trouvant sur la même ligne que des titres, des sous-titres et des sous-sous-titres de l'EDT et du DES dans les tableaux 1 et 2. Si un soumissionnaire place à tort une indication dans l'une des lignes exclues, l'équipe d'évaluation ne prendra en considération que les réponses aux exigences pour lesquelles une méthode de conformité a été précisée par le Canada.
- 3.3 Le soumissionnaire doit faire des renvois aux endroits où les preuves de conformité peuvent être trouvées dans sa soumission, et indiquer ces renvois dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » des tableaux 1 et 2 pour chaque exigence obligatoire.
- 3.4 Les tableaux 1 et 2 contiennent chacun une colonne intitulée « Méthode de conformité » qui indique ce qui est requis, au minimum, pour démontrer que la soumission est conforme à chacune des exigences obligatoires. Seules les méthodes suivantes sont acceptées en vue de prouver qu'une soumission est conforme à chacune des exigences obligatoires :

Annexe B – Matrice de conformité

À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Daté: 31 mars 2021

a. Tableau 1:

- (1) A – Déclaration de conformité pour convenir clairement que les travaux énoncés seront exécutés en entier;
- (2) B – Présentation des détails sur la façon dont les travaux énoncés seront entrepris;
- (3) W – Présentation des descriptions des données indiquées avec la soumission;

b. Tableau 2 :

- (1) C – Déclaration de conformité démontrant clairement que la solution proposée pour le SDEMS est entièrement conforme à l'exigence;
- (2) D – Spécifications de produit, manuels ou autres documents publiés démontrant que la solution proposée pour le SDEMS est entièrement conforme à l'exigence;
- (3) E – Analyse ou simulation prévoyant le rendement de la solution ou des solutions proposées pour le SDEMS, qui démontre l'entière conformité avec l'exigence;
- (4) F – Résultats d'essai ou rendement consigné d'équipement existant proposé pour le SDEMS, qui démontre l'entière conformité avec l'exigence.

3.5 Les exigences obligatoires des Tableaux 1 et 2 sont extraites des exigences du Volume 2 - Annexe A, énoncé des travaux d'acquisition et du Volume 2 - Annexe A, Appendice 1 document sur les exigences du système. Les paragraphes de chaque exigence sont numérotés par rapport au document source identifié dans le bloc titre des tableaux 1 et 2.

Tableau 1 – Exigences obligatoires de l'EDT d'acquisition				
Exigence de l'EDT d'acquisition (réf. Annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
3. Produits livrables d'équipement du SDEMS				
3.1 Système de détection et d'élimination des mines sous-marines (SDEMS)				
3.1.1 L'entrepreneur doit livrer le SDEMS ainsi que tous les sous-systèmes et Soutien logistique intégré (SLI) connexes conformément aux paragraphes 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5 du Volume 2 Annexe A énoncé de travaux pour l'acquisition et Volume 2, Appendice 1, document d'exigences du système (DES).	A			
3.1.3 L'entrepreneur doit effectuer l'intégration des systèmes du SDEMS afin de s'assurer que le SDEMS est livré en tant que système totalement intégré capable d'effectuer une mission complète de détection et d'élimination des mines sans avoir recours à des systèmes de soutien externes, à moins d'indications contraaires dans le DES.	A			
4. Project Management				
4.2 Plans de gestion de projet				

Tableau 1 – Exigences obligatoires de l'EDT d'acquisition				
Exigence de l'EDT d'acquisition (réf. Annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
4.2.1 L'entrepreneur doit préparer, livrer et tenir à jour un plan de gestion de projet (PGP) conformément à la liste des données essentielles au contrat LDEC/DD SDEMS-GP-001 afin d'obtenir l'approbation du Canada.	A et W			
4.2.2 L'entrepreneur doit préparer, livrer et tenir à jour un programme directeur intégré (PDI) conformément à la LDEC/DD SDEMS-GP-002 afin d'obtenir l'approbation du Canada.	A et W			
4.4 Gestion de la qualité				
4.4.1 L'entrepreneur doit mettre en œuvre un programme de gestion de la qualité conformément au plan de gestion de la qualité autorisé par le Canada dans le PGP pour les travaux précisés dans le présent EDT.	A et W			
4.5 Gestion des risques				
4.5.1 L'entrepreneur doit mettre en œuvre un programme de gestion des risques conformément au plan de gestion des risques autorisé par le Canada dans le PGP pour les travaux précisés dans le présent EDT.	A et W			
5. SYSTÉMIQUE				

Tableau 1 – Exigences obligatoires de l'EDT d'acquisition				
Exigence de l'EDT d'acquisition (réf. Annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
5.1 Généralités				
5.1.2 L'entrepreneur doit préparer et présenter un plan de gestion de la systémique (PGS) conformément à la LDEC/DD SDEMS-SE-001.	A et W			
5.1.3 L'entrepreneur doit effectuer la systémique conformément au plan de gestion de la systémique autorisé et aux exigences énoncées dans le présent EDT.	A et B			
5.2 Gestion des exigences				
5.2.5 L'entrepreneur doit concevoir le SDEMS à la suite de l'approbation par le Canada de la spécification du système et le procès-verbal de la réunion d'examen des exigences du système, dans le respect de toutes les autres conditions préalables énoncées dans le tableau 1 du présent EDT et la LDEC.	A et B			
5.5 Processus d'acceptation				
5.5.1 Acceptation du système				

Tableau 1 – Exigences obligatoires de l'EDT d'acquisition				
Exigence de l'EDT d'acquisition (réf. Annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
5.5.1.1 L'entrepreneur doit fournir des preuves tangibles (PT) de la conformité du SDEMS et des produits livrables connexes avec toutes les exigences du présent EDT aux fins d'obtention de l'acceptation du Canada par l'intermédiaire du programme d'acceptation, conformément à la LDEC/DD SDEMS-SE-009.	A			
5.5.2 Plan directeur d'essai et d'évaluation (PDEE)				
5.5.2.1 L'entrepreneur doit préparer, livrer et tenir à jour un PDEE conformément à la LDEC/DD SDEMS-SE-009 aux fins d'obtention de l'approbation du Canada. Ce plan vise à définir le processus complet de démonstration de la conformité du SDEMS proposé et des produits livrables connexes avec le présent EDT. Le PDEE doit répondre aux exigences de test du DD SDEMS-ME-005, ME plan d'essai.	A			
5.6 Gestion de la configuration (CM)				
5.6.1 Généralités				
5.6.1.1 L'entrepreneur doit préparer, livrer et tenir à jour un plan de gestion de la configuration (CM) conformément à la LDEC/DD SDEMS-GC-001 aux fins d'obtention de l'acceptation.	A et W			
6. SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ (SLI)				

Tableau 1 – Exigences obligatoires de l'EDT d'acquisition

Exigence de l'EDT d'acquisition (réf. Annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
6.1 Généralités				
6.1.2 L'entrepreneur doit entreprendre toutes les activités de SLI qui pourraient être requises pour mettre en œuvre et maintenir SDEMS et ses produits livrables connexes jusqu'à l'obtention de l'acceptation définitive du Canada pour tous les produits livrables.	A et B			
6.2 Planification du soutien logistique intégré				
6.2.1 Planification du soutien logistique				
6.2.1.1 L'entrepreneur doit préparer et livrer un plan de SLI aux fins d'obtention de l'approbation du Canada conformément à la LDEC/DD SDEMS-SIL-001 pour décrire de quelle façon les exigences de SLI du présent EDT seront respectées.	A et W			
6.5 Formation des membres du cadre initial d'instructeurs (FMCI)				
6.5.3 L'entrepreneur doit structurer l'instruction des opérateurs et des responsables de la maintenance en utilisant une approche traditionnelle, soit des séances magistrales données par des instructeurs en classe, accompagnée de séances pratiques avec un SDEMS afin d'exercer les habiletés requises par les responsables de l'exploitation et de la maintenance.	A et B			

Tableau 1 – Exigences obligatoires de l'EDT d'acquisition				
Exigence de l'EDT d'acquisition (réf. Annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
7. Génie des munitions et des explosifs (ME)				
7.3 Analyse de l'écart				
7.3.1 L'entrepreneur doit effectuer une analyse de l'écart conformément à la LDEC/DD SDEMS-ME-004 qui résume l'examen de l'entrepreneur de toute l'information disponible afin de déterminer si les essais, évaluations et analyses requis, tels que définis dans le plan de qualification, ont été effectués.	A et W			
7.4 Plan d'essai				
7.4.1 L'entrepreneur doit présenter une proposition de plan d'essai conformément à la LDEC/DD SDEMS-ME-005 qui détermine et décrit tous les détails et les renseignements relatifs aux essais et à l'analyse applicables aux diverses exigences d'essai qui manquent, sont incomplets ou ne répondent pas à la norme requise. La proposition de plan d'essai doit être basée sur l'analyse de l'écart.	A et W			
7.8 Plan de surveillance en service				

Tableau 1 – Exigences obligatoires de l'EDT d'acquisition				
Exigence de l'EDT d'acquisition (réf. Annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
7.8.1 L'entrepreneur doit fournir un plan de surveillance en service conformément à la LDEC/DD SDEMS-ME-013 qui précise les moyens par lesquels les estimations initiales de la durée de vie utile d'un explosif ou d'une munition peuvent être confirmées pour assurer une utilisation sûre et appropriée pendant toute la durée de vie utile requise et les paramètres qui pourraient avoir une incidence sur la sécurité et la capacité des munitions.	A et B			

Tableau 2 – Exigences obligatoires du DES				
Exigence du DES (réf. Appendice 1 de l'annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
3. Exigences du sous-système				
3.1 Généralités				
3.1.3 Les VSA et les VEM du SDEMS doivent être COTS et/ou MILCOTS. Le SDEMS doit maximiser l'utilisation des technologies COTS et/ou MILCOTS dans la conception des autres sous-systèmes tels que le CCP et le FAO.	C			
3.1.4 La conception du SDEMS doit être opérable à partir des NDC de la classe Kingston, tel que décrit à l'attachement 1 de l'appendice 1 Kingston Class General arrangement Drawing and Technical Specifications sans aucun changement au Navire.	C			
3.2 Sous-système de véhicule sous-marin autonome (VSA)				
3.2.1 VSA portatif de l'opérateur				
3.2.1.1 Le VSA portatif de l'opérateur ne doit pas dépasser 70 kg chacun.	C et D			

Tableau 2 – Exigences obligatoires du DES				
Exigence du DES (réf. Appendice 1 de l'annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
3.2.1.2 Le VSA portatif de l'opérateur doit être capable de fonctionner dans des profondeurs allant de 10 m à 100 m.	C et F			
3.2.1.3 Le VSA portatif de l'opérateur doit être capable de maintenir une vitesse d'au moins 4 nœuds, en eaux stagnantes durant le transit à la zone à cartographier.	C et F			
3.2.1.6 Le VSA portatif de l'opérateur doit avoir suffisamment d'endurance pour rôder pendant au moins 30 minutes, se déplacer à au moins 5 NM à partir du site de lancement, effectuer au moins 4 heures de surveillance en mode de levé / identification, puis revenir à au moins 5 NM du site de récupération et rôder pendant au moins 30 minutes avant la récupération dans les conditions décrites d'opération au paragraphe 4.1.	C et E			
3.2.1.9 Le VSA portatif de l'opérateur doit être munis d'une caméra vidéo intégrée à vitesse de défilement variable avec une résolution minimale de 1280 x 960 pixels combinée à une source suffisante d'éclairage pour appuyer les exigences de classification et d'identification des objets de type mine.	C et D			
3.2.1.10 Le VSA portatif de l'opérateur doit être en mesure de revenir à un état opérationnel en moins de deux heures une fois attachés à bord après le retour d'une mission d'enquête incluant, mais sans s'y limiter, l'extraction des données, la reprogrammation et le rechargement ou l'échange des batteries.	C et E			

Tableau 2 – Exigences obligatoires du DES				
Exigence du DES (réf. Appendice 1 de l'annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
3.2.2 VSA léger				
3.2.2.2 Le VSA léger ne doit pas dépasser 450 kg chacun.	C et D			
3.2.2.3 Le VSA léger doit être capable de fonctionner dans des profondeurs allant de 100 m à 200 m.	C et F			
3.2.2.5 Le VSA léger doit être capables de maintenir une vitesse de 4 nœuds, en eaux stagnantes durant le transit à la zone à cartographier.	C et F			
3.2.2.8 Le VSA léger doit avoir suffisamment d'endurance pour rôder pendant au moins 30 minutes, se déplacer à au moins 5 NM à partir du site de lancement, effectuer au moins 16 heures de surveillance en mode de levé / identification, puis revenir à au moins 5 NM du site de récupération et rôder pendant au moins 30 minutes avant la récupération dans les conditions décrites d'opération au paragraphe 4.1.	C et E			
3.2.2.9 Le VSA léger doit être en mesure de revenir à un état opérationnel en moins de huit heures après le retour d'une mission d'enquête incluant, mais sans s'y limiter, la récupération, l'extraction des données, la reprogrammation et le rechargement ou l'échange des batteries.	C et E			
3.2.3 Exigences de rendement des VSA				

Tableau 2 – Exigences obligatoires du DES				
Exigence du DES (réf. Appendice 1 de l'annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
3.2.3.5 Le VSA portatif de l'opérateur doit avoir un taux de couverture en détection seulement d'au moins 0,052 km ² /h dans un fond de type A1 tout en respectant la résolution sonar minimale.	C et E			
3.2.3.7 Le VSA léger doit avoir un taux de couverture en mode de détection seulement d'au moins 0,27 km ² /h dans un fond de type A1 tout en respectant la résolution sonar minimale.	C et E			
3.2.3.9 Le VSA portatif de l'opérateur doit avoir une résolution sonar avec une taille de pixel à l'écran de 10 cm x 10 cm, ou mieux, au taux de couverture requis.	C et F			
3.2.3.11 Le VSA léger doit avoir une résolution sonar avec une taille de pixel à l'écran de 5 cm x 5 cm, ou mieux, au taux de couverture requis.	C et F			
3.2.4 Exigences générales des VSA				
3.2.4.1 Chaque VSA du SDEMS doit inclure un système de navigation inertielle.	C et D			
3.2.4.6 Chaque VSA du SDEMS doit avoir la capacité d'enregistrer et de conserver toutes les données recueillies au cours de n'importe quelle mission unique.	C et E			

Tableau 2 – Exigences obligatoires du DES				
Exigence du DES (réf. Appendice 1 de l'annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
3.2.4.10 Chaque VSA du SDEMS doit avoir un MSDA qui prend en charge une interface physique ouverte et commerciale pour permettre le transfert des données vers une console d'analyse des données après la mission fourni par le gouvernement.	C et D			
3.2.4.14 Chaque VSA du SDEMS doit être éprouvés, et mis en service et, déjà en service avec une cartographie du fond marin ou une autre industrie maritime commerciale, ou utilisés par un autre organisme gouvernemental allié.	C et D			
3.3 SOUS-SYSTÈME D'ÉLIMINATION DES MINES (SSEM)				
3.3.1 Exigences générales du SSEM				
3.3.1.2 Le VEM-C et le VEM-I ne doivent pas dépasser 70 kg chacun.	C et D			
3.3.1.3 Le VEM-C et le VEM-I doivent être capables d'atteindre une profondeur d'au moins 200 mètres.	C et D			
3.3.1.4 Le VEM-C et le VEM-I doivent être capables de maintenir une vitesse d'au moins 4 nœuds, en eaux stagnantes durant le transit à la cible.	C et D			

Tableau 2 – Exigences obligatoires du DES				
Exigence du DES (réf. Appendice 1 de l'annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
3.3.1.6 Le VEM-C et le VEM-I doivent être équipés de capacités d'éclairage, de vidéo et de camera sonar pour permettre l'identification visuelle des cibles pour l'inspection et la formation.	C et D			
3.3.1.9 Le VEM-C et le VEM-I doivent respecter une distance de sécurité d'au moins 1000 mètres selon toutes les conditions d'utilisation requises.	C et E			
3.3.1.14 Le VEM-C et le VEM-I, dans la configuration livrée, doivent avoir fait leurs preuves, avoir été mis en service et être actuellement en service dans une autre marine alliée.				
3.3.2 Exigences du VEM-I				
3.3.2.3 Le VEM-I doit avoir suffisamment d'endurance pour se déplacer vers un objectif à la portée maximale du système proposé, faire l'acquisition d'objectifs, effectuer une inspection des cibles, retourner à la plate-forme hôte et rôder pendant 30 minutes afin d'être récupéré dans le conditions d'exploitation décrites au paragraphe 4.1.	C et E			
3.3.2.4 Le VEM-I doit être désarmé.	C et D			

Tableau 2 – Exigences obligatoires du DES				
Exigence du DES (réf. Appendice 1 de l'annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
3.3.2.5 Le VEM-I doit être réutilisable.	C et D			
3.3.2.8 Le VEM-I doit être en mesure de revenir à un état opérationnel en moins de deux heures une fois attaché à bord après le retour d'une mission d'instruction ou d'inspection incluant, mais sans s'y limiter, la récupération, l'extraction des données, la reprogrammation et le rechargement ou le remplacement des batteries.	C et E			
3.3.3 Exigences du VEM-C				
3.3.3.1 Le VEM-C doit être conçu comme un système d'armes consommable à un seul tir conçu pour acquérir de nouveau, identifier et éliminer les munitions modernes à risques atténués (MURAT) telles que définies dans la norme STANAG-4439 et les anciennes mines marines par détonation de haut niveau. L'ogive du VEM-C doit avoir une conception de charge creuse.	C et D			
3.3.3.3 Le VEM-C doit être certifié et testé conformément au DD RMDS-ME-004 et à la pièce jointe 1 de l'appendice 3 - Plan de test de qualification munition et explosive, en s'appuyant sur DD RMDS-ME-005 et DD RMDS-ME-007 avant la livraison.	C			

Tableau 2 – Exigences obligatoires du DES				
Exigence du DES (réf. Appendice 1 de l'annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
3.3.3.4 Le VEM-C doit avoir une endurance suffisante pour être capable de transiter vers une cible à la portée maximale du système, faire l'acquisition d'objectifs et compléter la détonation d'objectifs effectuée par un opérateur qualifié dans les conditions d'exploitation décrites au paragraphe 4.1.	C et E			
3.3.3.5 Le VEM-C doit être conçu avec un système de stérilisation intégré et/ou l'autodétermination sûre en cas de ratés, d'erreur d'identification ou d'abandon de la mission, de pannes de communication (à l'intérieur ou à l'extérieur du véhicule), dysfonctionnement du véhicule ou de tout autre incident dans lequel le système d'armes du véhicule n'a plus besoin d'une détonation ou le véhicule devient dangereux.	C et F			

Tableau 2 – Exigences obligatoires du DES				
Exigence du DES (réf. Appendice 1 de l'annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
4. EXIGENCES RELATIVES À L'EFFICACITÉ DU SYSTÈME				
4.2 Maintenabilité				
4.2.5 La maintenance de première ligne du SDEMS par les opérateurs doit être adéquate afin de garder le SDEMS opérationnel par le remplacement de composants pour la durée de la mission conformément au paragraphe 4.3.1, ou être modulaire au point de faciliter le remplacement des composants des sous-systèmes à l'intérieur du temps moyen d'indisponibilité indiqué dans les paragraphes 4.4.1 et 4.4.2.	C et E			
4.4. Fiabilité				
4.4.1 Chaque VSA du SDEMS doit avoir une moyenne des temps de bon fonctionnement (MTBF) d'au moins 300 heures.	C et E			
4.4.2 Chaque VSA du SDEMS doit avoir et un temps moyen d'indisponibilité de moins de 0,5 heure.	C et E			
4.4.4 Le VEM-I doit avoir une MTBF d'au moins 80 heures.	C et E			
4.4.5 Le VEM-C et VEM-I doit avoir un temps moyen d'indisponibilité de moins de 0,5 heure.	C et E			

Tableau 2 – Exigences obligatoires du DES				
Exigence du DES (réf. Appendice 1 de l'annexe A du Volume 2)	Méthode de conformité	Réponse du soumissionnaire	Conforme	
			Oui	Non
4.4.6 Le sous-système du VEM-C doit avoir au moins 95 % de probabilité de compléter avec succès, l'achèvement d'une mission de neutralisation ou d'élimination.	C et E			
4.4.7 Le VEM-C doit avoir une probabilité de réussite de la détonation de l'ogive d'au moins 99 %, et une probabilité de neutralisation en toute sécurité dans l'éventualité que le MDV-C ne peut pas accomplir la mission en raison d'une défaillance du sous-système de 99,9 %.	C et E			

Annexe C Matrice d'évaluation financière
À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires
Daté: 31 mars 2021

ANNEXE "C"

MATRICE D'ÉVALUATION FINANCIERE

Annexe C

Matrice d'évaluation financière

**Système d'élimination et de chasse aux mines à
distance (SECMD)**

Annexe C – Matrice d'évaluation financière
du Volume 1 – Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Évaluation financière

Le prix total de soumission évalué est la somme du Tableau des prix 1, du Tableau des prix 3, du Tableau des prix 4a, du Tableau des prix 4b, du Tableau des prix 5a, du Tableau des prix 5b, du Tableau des prix 5c et du Tableau des prix 5d, comme l'indique le Tableau 6.

Le prix total de soumission évalué alimentera la Méthode de sélection, au paragraphe 4.2 du Volume 1, Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires – SECMD.

Tableaux des prix 1 à 4, Évaluation financière pour l'acquisition

Les résultats des tableaux des prix 1, 3, 4a et 4b seront utilisés pour remplir le calendrier des paiements d'étape dans la Base de paiement à l'annexe B du Volume 2, Clauses du contrat subséquent pour l'acquisition du SECMD.

Tous les prix fermes et taux horaires doivent être exprimés en dollars canadiens, taxes d'accises et droits de douane compris au Canada selon les Incoterms 2000, rendu droits acquittés (RDA) à destination aux points de livraison indiqués, TPS ou TVH en sus, le cas échéant.

Tableau des prix 1 – Prix de la soumission pour l'acquisition

Élément n°	Description	Quantité	Prix ferme RDA à destination
1	<u>Système d'élimination et de chasse aux mines à distance (SECMD)</u> Un (1) système d'élimination et de chasse aux mines à distance, comme le définit l'Annexe A, Énoncé des travaux du Volume 2 et ses appendices.	1	\$
2	<u>Prestation et exécution de la gestion du programme</u> Gérer, livrer et exécuter tous les aspects des travaux liés au projet de SECMD, y compris la fourniture d'un environnement de données partagé sécurisé comme le définit l'Annexe A, Énoncé des travaux du Volume 2 et ses appendices et l'Annexe C, Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques.	LOT	\$
3	<u>Manuel, publications, liste des données essentielles au contrat et descriptions des éléments de données</u> Produire et livrer les manuels, les publications, la liste des données essentielles au	LOT	\$

Annexe C – Matrice d'évaluation financière
du Volume 1 – Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

	contrat, ainsi que les descriptions des éléments de données, comme le définit l'Annexe A, Énoncé des travaux du Volume 2 et ses appendices.		
4	<u>Formation du cadre initial de l'opérateur de SECMD</u> Une (1) séance de formation du cadre initial des opérateurs, comme le définit l'Annexe A, Énoncé des travaux du Volume 2 et ses appendices.	1	\$
5	<u>Formation du cadre initial du responsable de l'entretien du SECMD</u> Une (1) séance de formation du cadre initial des responsables de l'entretien, comme le définit l'Annexe A, Énoncé des travaux du Volume 2 et ses appendices.	1	\$
6	<u>Outils et équipement d'essai</u> Fourniture de tous les outils et équipements d'essai à l'appui des exigences du projet de SECMD, comme le définit l'Annexe A, Énoncé des travaux du Volume 2 et ses appendices.	LOT	\$
	Prix total – Acquisition du SECMD	S. O.	\$

Remarques sur le Tableau des prix 1 :

S. O.

Tableau des prix 2 – Exigences d'approvisionnement en pièces de rechange pour le SECMD

Élément n°	Description	Quantité	Prix ferme RDA à destination
1	<u>Pièces de rechange initiales</u> La fourniture des quantités initiales de pièces de rechange de niveau 1 et de niveau 2, comme le définit l'Annexe A, Énoncé des travaux du Volume 2 et ses appendices.	LOT	\$

Remarques sur le Tableau des prix 2 :

Le Tableau de prix 2 est destiné aux fins de l'établissement du budget uniquement et ne sera pas évalué, mais une majoration des matériaux sera appliquée.

Tableau des prix 3 – Exigences d'acquisition optionnelles pour le SECMD

Élément n°	Description	Quantité	Prix unitaire ferme RDA à destination	Prix ferme calculé RDA à destination
1	Système d'élimination et de chasse aux mines à distance en option Un (1) système supplémentaire d'élimination et de chasse aux mines à distance, y compris la prolongation de tous les besoins et travaux d'acquisition connexes (y compris les outils et le matériel d'essai, une séance de formation initiale des opérateurs et une séance de formation initiale des responsables de l'entretien) qui sont liés ou nécessaires à l'obtention et à la livraison d'un système supplémentaire, comme le définit l'annexe A, Énoncé des travaux du Volume 2 et ses appendices.	1	\$	\$
		1	\$	\$
2	Véhicule sous-marin autonome (VSA) portable par l'opérateur en option Un maximum de deux (2) VSA portables par l'opérateur, y compris la prolongation de tous les besoins et travaux d'acquisition connexes (y compris les outils et le matériel d'essai, une séance de formation initiale des opérateurs et une séance de formation initiale des responsables de l'entretien) qui sont liés ou nécessaires à l'obtention et à la livraison d'un système supplémentaire, comme le définit l'annexe A, Énoncé des travaux du Volume 2 et ses appendices.	2	\$	\$
		1	\$	\$
3	Véhicule sous-marin autonome (VSA) léger en option Un maximum de deux (2) VSA légers supplémentaires, y compris la prolongation de tous les besoins et travaux d'acquisition connexes (y compris les outils et le matériel d'essai, une séance de formation initiale des opérateurs et une séance de formation initiale des responsables de l'entretien) qui sont liés ou nécessaires à l'obtention et à la livraison d'un système supplémentaire, comme le définit l'annexe A, Énoncé des travaux du Volume 2 et ses appendices.	2	\$	\$
		1	\$	\$
4	Véhicules d'élimination des mines – variante de combat (VEM-C) en option Un maximum de six (6) véhicules d'élimination des mines – variante de combat (VEM-C) supplémentaires, y compris la prolongation de tous les besoins et travaux d'acquisition connexes (y compris les outils et le matériel d'essai, une séance de formation initiale des opérateurs et une séance de formation initiale des responsables de l'entretien) qui sont liés ou nécessaires à l'obtention et à la	1	\$	\$
		2	\$	\$
		3	\$	\$
		4	\$	\$

Annexe C – Matrice d'évaluation financière
du Volume 1 – Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

	livraison d'un système supplémentaire, comme le définit l'annexe A, Énoncé des travaux du Volume 2 et ses appendices.	5	\$	\$
		6	\$	\$
	Prix total – Quantité maximale des éléments 1 à 4			\$

Remarques sur le Tableau des prix 3 :

Le Tableau des prix 3 sera évalué en fonction de la quantité maximale des éléments 1 à 4.

Tableau des prix 4a – Autorisations de tâches pour l'acquisition (tarifs pour la main-d'œuvre et majorations)

Élément n°	Catégorie de main-d'œuvre	Total estimé des heures	Taux horaire ferme (pour la durée du contrat d'acquisition)	Prix calculé
1	Gestionnaire de projet	150	\$	\$
2	Rédacteur technique	150	\$	\$
3	Technologue en génie	300	\$	\$
4	Dessinateur	150	\$	\$
5	Agent de la gestion des configurations	300	\$	\$
6	Ingénieur de système	300	\$	\$
7	Ingénieur mécanique	300	\$	\$
8	Ingénieur électricien	300	\$	\$
9	Ingénieur en logiciels	300	\$	\$
10	Analyste de Soutien logistique intégré (SLI)	150	\$	\$
11	Agent d'approvisionnement	150	\$	\$
12	Inspecteur de l'assurance de la qualité (AQ)	150	\$	\$
	\$			\$

Remarques sur le Tableau des prix 4a :

Les taux de main-d'œuvre horaires fermes comprennent tout (main-d'œuvre directe, dépenses générales et administratives, coûts indirects et profits).

Annexe C – Matrice d'évaluation financière
du Volume 1 – Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Le nombre d'heures indiqué pour les éléments 1 à 12 dessus est indiqué à des fins d'évaluation seulement. Le taux horaire est un taux ferme pour la durée du contrat d'acquisition prévu au Volume 2.

Tableau des prix 4b – Taux de majoration ferme pour l'acquisition

Élément n°	Taux	Prix total	Majoration (%) pour la durée du contrat d'acquisition	Prix calculé
1	Majoration – matériaux	250 000 \$		\$
2	Majoration – sous-traitant	250 000 \$		\$
		\$		

Remarques sur le Tableau des prix 4b :

Le prix total pour les éléments 1 et 2 dessus est indiqué à des fins d'évaluation seulement. Le taux de majoration est un taux ferme pour la durée du contrat d'acquisition prévu au Volume 2.

Tableaux de prix 5a à 5d, Évaluation financière du soutien en service

Les résultats des tableaux d'évaluation des prix pour la soumission 5a, 5b, 5c et 5d seront utilisés pour remplir la Base de paiement, au point 7.7.2 du Volume 3, Clauses du contrat subséquent pour le soutien en service du SECMD.

Les périodes d'option ne sont pas évaluées, les taux horaires seront augmentés de 2 % par an à partir du taux horaire ferme de l'année 5 de la Base de paiement, Annexe E du Volume 3, Clauses du contrat subséquent pour le soutien en service du SECMD. Si les périodes d'option sont exercées, pour chacune des cinq périodes d'option, l'entrepreneur sera payé les montants suivants, rajustés annuellement à la hausse ou à la baisse, conformément à l'indice des prix à la consommation (IPC) de Statistique Canada. Le nouveau prix sera calculé en utilisant le taux de changement annuel de l'IPC de l'année précédente.

Tableau des prix 5a – Gestion de projet pour le soutien en service de catégorie 5.1

Élément n°	Gestion de projets annuelle Gestion de projet	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Prix calculé (Années 1 à 5)
1	Gérer, livrer et exécuter tous les aspects des travaux liés au projet de soutien en service des SECDM, y compris la fourniture d'un environnement de données partagé sécurisé comme le définit l'Annexe A, Énoncé des travaux de soutien en service du Volume 3 et ses appendices et l'Annexe C, Conditions relatives aux retombées industrielles et technologiques.	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	Prix total – Gestion de projet						\$

Remarques sur le Tableau des prix 5a :

La gestion du projet se fait conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux techniques pour le soutien en service du Volume 3, paragraphe 4.

Tableau des prix 5b – Réparation en libre circulation de catégorie 1

Élément n°	Catégorie de main-d'œuvre	Heures annuelles	Taux horaire pour Année 1	Taux horaire pour Année 2	Taux horaire pour Année 3	Taux horaire pour Année 4	Taux horaire pour Année 5	Prix calculé (années 1 à 5)
1	Ingénieur mécanique, ingénieur électrique, ingénieur de logiciels	90	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2	Technologue en génie	700	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	Prix total – Réparation en libre circulation							\$

Remarques sur le Tableau des prix 5b :

Prestation de services de réparation en libre circulation conformément au paragraphe 3.1 de l'annexe A du Volume 3, Énoncé des travaux techniques pour le soutien en service.

Annexe C – Matrice d'évaluation financière
du Volume 1 – Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Le nombre d'heures pour les éléments 1 et 2 ci-dessus est indiqué à des fins d'évaluation seulement.

L'entrepreneur sera payé en fonction des taux de main-d'œuvre fermes suivants, indiqués pour l'année au cours de laquelle les travaux seront effectués.

Pour les réparations en libre circulation de catégorie 1, la livraison doit s'effectuer franco transporteur (FCA) au point d'origine (Halifax ou Esquimalt) selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désignée par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.

Tableau des prix 5c – Autorisations de tâches pour les catégories 2, 3, 4 et 5.2

Élément n°	Catégorie de main-d'œuvre	Heures annuelles	Taux horaire pour Année 1	Taux horaire pour Année 2	Taux horaire pour Année 3	Taux horaire pour Année 4	Taux horaire pour Année 5	Prix calculé (années 1 à 5)
1	Gestionnaire de projet	75	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2	Rédacteur technique	150	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3	Technologue en génie	630	\$	\$	\$	\$	\$	\$
4	Dessinateur	350	\$	\$	\$	\$	\$	\$
5	Agent de la gestion des configurations	120	\$	\$	\$	\$	\$	\$
6	Ingénieur de système	120	\$	\$	\$	\$	\$	\$
7	Ingénieur mécanique	60	\$	\$	\$	\$	\$	\$
8	Ingénieur électrique	120	\$	\$	\$	\$	\$	\$
9	Ingénieur en logiciels	180	\$	\$	\$	\$	\$	\$
10	Analyste de Soutien logistique intégré (SLI)	260	\$	\$	\$	\$	\$	\$
11	Agent d'approvisionnement	60	\$	\$	\$	\$	\$	\$
12	Inspecteur de l'assurance de la qualité (AQ)	60	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Prix total – Autorisations de tâches								

Remarques sur le Tableau des prix 5c :

Exécution des tâches conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux techniques pour le soutien en service du Volume 3.

Le nombre d'heures annuel pour les éléments 1 à 12 dessus est indiqué à des fins d'évaluation seulement.

L'entrepreneur sera payé en fonction des taux de main-d'œuvre fermes suivants, indiqués pour l'année au cours de laquelle les travaux seront effectués.

Tableau des prix 5d – Taux de majoration ferme pour le soutien en service

Élément n°	Taux	Coûts annuels estimatifs	Année 1 (%)	Année 2 (%)	Année 3 (%)	Année 4 (%)	Année 5 (%)	Prix calculé (années 1 à 5)
1	Majoration – matériaux	400 000 \$						\$
2	Majoration – sous-traitant	150 000 \$						\$
	Prix total – Taux de majoration fermes							\$

Remarques sur le Tableau des prix 5d :

Le coût annuel pour les éléments 1 et 2 dessus est indiqué à des fins d'évaluation seulement.

Tableau des prix 6 – Prix total pour l'évaluation des soumissions financières

Prix évalué du Tableau 1 – Prix de la soumission pour l'acquisition		\$
Prix évalué du Tableau 3 – Quantité maximale des éléments 1 à 4		\$
Prix évalué du Tableau 4a – Autorisations de tâches pour l'acquisition (tarifs pour la main-d'œuvre et majorations)		\$
Prix évalué du Tableau 4b – Taux de majoration ferme pour l'acquisition		\$
Sous-total – Prix évalué pour l'acquisition		\$
Prix évalué – 5a – Gestion de projet pour le soutien en service de catégorie 5.1		\$
Prix évalué – 5b – Réparation en libre circulation de catégorie 1		\$
Prix évalué – 5c – Autorisations de tâches pour les catégories 2, 3, 4 et 5.2		\$
Prix évalué – 5d – Taux de majoration ferme pour le soutien en service		\$
Sous-total – Prix évalué pour le soutien en service		\$
Prix total évalué (Acquisition et soutien en service)		\$

SYSTÈME DE DÉTECTION ET D'ÉLIMINATION DES MINES SOUS-MARINES

RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)

**Proposition de valeur
Instructions à l'intention des soumissionnaires**

Annexe D - Proposition de valeur instructions et plan d'évaluation
À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Table des matières

1	INTRODUCTION
2	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES
3	OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT
4	EXIGENCES OBLIGATOIRES
5	ÉVALUATION DES EXIGENCES OBLIGATOIRES
6	CRITÈRES COTÉS PAR POINTS
7	MISE EN BANQUE ET REGROUPEMENT

Annexe A – Certificat des exigences obligatoires

Annexe B – Certificat des critères cotés par points

1. INTRODUCTION

- 1.1. Le 5 février 2014, le gouvernement du Canada a dévoilé la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense (SAMD). L'un des objectifs de la SAMD consiste à mettre à profit les achats de matériel de défense pour créer des emplois et favoriser la croissance économique au Canada. Les objectifs de la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) seront atteints par l'attribution d'une pondération et de cotes à une proposition de valeur incluse dans le plan d'évaluation menant à l'octroi du contrat.
- 1.2. L'objectif stratégique en matière de proposition de valeur pour le projet Système d'élimination et de chasse consiste à augmenter les opportunités RIT grâce aux activités directes au Canada en soutien au système d'élimination et de chasse aux mines à distance (SECMD) et les technologies connexes en plus de renforcer les occasions indirectes du secteur naval, maritime et de la défense, ce qui comprend de tirer parti des opportunités dans les domaines de capacité clé des systèmes télépilotes et technologies autonomes, des sonars et systèmes acoustiques et du soutien en service. Cet objectif découle d'une participation et d'une consultation poussées de l'industrie, ainsi que d'analyses en profondeur des capacités liées à l'approvisionnement.
- 1.3. Le soumissionnaire doit présenter une proposition de valeur recevable (« la proposition ») à la clôture des soumissions. La proposition sera réputée recevable par l'autorité des RIT si elle : i) se conforme exigences obligatoires indiquées à la section 4, et ii) obtient un minimum de points au moment de l'évaluation conformément à la section 3 du plan d'évaluation de la proposition de valeur (« le plan d'évaluation »). Une proposition jugée recevable sera par la suite évaluée en fonction des critères cotés par points exposés à la section 6 et recevra des points comme l'indique la section 4 du plan d'évaluation.
- 1.4. Les résultats de l'évaluation de la proposition de valeur seront communiqués à l'autorité contractante qui les intégrera ensuite aux résultats de l'évaluation globale de la soumission.
- 1.5. Il incombe à l'autorité des RIT, en collaboration avec les organismes de développement régional et les experts en la matière, de veiller à ce que les propositions soient évaluées en fonction du plan d'évaluation.

2. INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

- 2.1. Le soumissionnaire doit, lors de la préparation de sa proposition, s'inspirer des instructions à l'intention du soumissionnaire, ainsi que du plan d'évaluation et

les modalités relatives aux RIT. Les trois documents fournissent une orientation, des définitions ou des dispositions contractuelles importantes liées à la politique des RIT. Les termes définis en nulle autre part de ce document ont le sens qui leur est attribué dans les modalités relatives aux RIT et dans la demande de proposition, annexes comprises, auxquelles sont jointes ces instructions à l'intention du soumissionnaire.

- 2.2. Aux fins du projet, veuillez noter qu'une seule proposition doit être présentée pour le compte du contrat d'acquisition et du contrat de soutien en service pour le SECMD.
- 2.3. La proposition doit être présentée dans un volume distinct et autonome. Seule la proposition est examinée au cours de l'évaluation. Pour faciliter le processus d'évaluation, tout contenu pertinent pour la proposition figurant dans une autre section de la soumission devra être répété dans la proposition.
- 2.4. Il faut fournir set un [1] exemplaire numérique de la proposition.
- 2.5. Les lois et processus fédéraux applicables régissent la proposition, la réception de celle-ci, son entreposage et sa protection par l'autorité des RIT.

3. OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT

- 3.1. Le Canada souhaite s'assurer que ses investissements dans les biens et services liés à la défense génèrent des retombées économiques pour le pays, et qu'ils aient des répercussions de grande valeur et à long terme sur l'industrie canadienne dans les secteurs des technologies de pointe. La proposition doit clairement indiquer de quelle manière des activités commerciales proposées appuieront les objectifs du Canada en matière de RIT dans les sous-sections 3.2 à 3.8 exposés ci-dessous, et de quelle manière ces objectifs seraient atteints si le soumissionnaire obtenait le contrat.
- 3.2. Secteur de la défense : l'un des objectifs centraux de la politique des RIT consiste à veiller à ce que l'approvisionnement en matière de défense contribue au développement économique et au maintien en puissance à long terme du secteur de la défense du Canada. Le soumissionnaire est invité à proposer le plus grand nombre possible d'activités commerciales au Canada concernant des travaux directement liés à l'approvisionnement et, dans un sens plus large, au secteur de la défense.
- 3.3. Développement des sources d'approvisionnement : le développement de la productivité et de la compétitivité des fournisseurs canadiens est au cœur des

objectifs de la politique des RIT. Le soumissionnaire est invité à inclure dans sa proposition des occasions sérieuses de croissance et de participation à la chaîne d'approvisionnement pour des fournisseurs canadiens.

- 3.4. Recherche et développement (R.-D.) : l'un des principaux objectifs de la politique des RIT est d'encourager l'innovation, un facteur important permettant aux entreprises canadiennes de progresser dans la chaîne de valeur et de saisir des débouchés. Le soumissionnaire est invité à proposer des investissements en R.-D. au Canada, et à trouver des travaux de recherche et de génie de grande valeur qui placeront les entreprises canadiennes dans une situation propice pour tirer profit de leur commercialisation subséquente.
- 3.5. Exportations : le secteur de la défense du Canada a un volume d'exportation très élevé; un des principaux objectifs en matière de RIT consiste à accroître la capacité du Canada à pénétrer les marchés d'exportation traditionnels et non traditionnels et de créer des emplois et des retombées économiques à long terme découlant des réussites dans ces marchés. Le soumissionnaire est invité à faire la preuve de sa capacité et de celle de ses fournisseurs à tirer profit de l'approvisionnement pour favoriser de futures exportations à partir du Canada.
- 3.6. Perfectionnement des compétences en recherche: La création d'une main-d'œuvre canadienne hautement qualifiée constitue l'un des objectifs de l'industrie relativement au projet de soutien en service des NPEA et des NSI. La méthode d'évaluation de la proposition de valeur favorisera la croissance d'une source d'approvisionnement efficace pour la MRC afin d'entretenir sa flotte de navires ainsi que d'autres plateformes de défense.
- 3.7. Développement régional : les objectifs de la politique des RIT en matière de développement régional consistent à encourager les améliorations qualitatives à long terme de la capacité, de la compétitivité internationale et du potentiel de croissance des entreprises canadiennes dans les régions où le Canada a lancé des initiatives particulières de développement de la croissance et de la diversification économiques au moyen de l'approvisionnement. Les entreprises canadiennes doivent, dans toutes les régions désignées du Canada, avoir la possibilité de prendre part au projet.
- 3.8. Petites et moyennes entreprises (PME) : le Canada s'est donné l'objectif d'encourager la participation des PME aux acquisitions fédérales majeures à titre de fournisseurs et d'accroître leur compétitivité et leur accès aux marchés d'exportation. Les PME canadiennes doivent avoir la possibilité de prendre part au projet.

4. EXIGENCES OBLIGATOIRES

4.1. Le soumissionnaire doit satisfaire à sept (7) exigences obligatoires dans sa proposition. Si la proposition ne satisfait pas à l'une de ces sept (7) exigences, elle sera jugée non recevable.

4.2. Première exigence : Le soumissionnaire doit s'engager à mener des activités égales à au moins à 100 % de la valeur du contrat et mesurées en valeur du contenu canadien (y compris les options) pendant la période de réalisation. Cet engagement deviendra pour le soumissionnaire retenu une obligation contractuelle qui doit être exécutée en vertu du contrat subséquent.

4.3. Deuxième exigence : dans sa proposition, le soumissionnaire doit :

4.3.1. préciser le prix de sa soumission, avant les taxes et arrondi au dollar le plus près.

Le « prix de la soumission » correspond au prix de l'acquisition et du soutien en service que le soumissionnaire a additionné et indiqué dans la proposition financière qu'il a présentée au Canada lors de la présentation des soumissions, à l'exception des travaux imprévus, des travaux liés aux autorisations de tâches et des taxes applicables.

4.4. Troisième exigence : Dans sa proposition, le soumissionnaire doit :

4.4.1. déterminer les transactions décrites en détail et dont le total équivaut à au moins 30 pour cent du prix de la soumission, mesuré en VCC;

4.4.2. s'engager à déterminer, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions indiquées à au moins 60 pour cent du prix du contrat (y compris les options) mesuré en VCC;

4.4.2.1. s'engager à déterminer, trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions indiquées à 100 pour cent du prix du contrat (y compris les options), mesuré en VCC.

- 4.5. Quatrième exigence : le soumissionnaire doit s'engager à réaliser au moins vingt-cinq (25) pour cent du prix au contrat (y compris les options) en transactions directes, mesurées en VCC.
- 4.6. Cinquième exigence : le soumissionnaire doit s'engager à réaliser des transactions de PME minimums égales à au moins 15 pour 100 du prix du contrat (y compris les options), mesuré en VCC.
- 4.7. Sixième exigence : le soumissionnaire doit accepter l'ensemble des modalités relatives aux RIT et s'y conformer.
- 4.8. Septième exigence : la proposition doit contenir les composantes suivantes, décrites plus précisément à la section 5 :
 - 4.8.1. le plan d'affaires de l'entreprise;
 - 4.8.2. le plan de gestion des RIT;
 - 4.8.3. le plan de développement régional;
 - 4.8.4. le plan de développement des petites et moyennes entreprises;
 - 4.8.5. Plan d'exportation;
 - 4.8.6. Plan relatif au genre et à la diversité;
 - 4.8.7. les fiches détaillées des transactions proposées que le soumissionnaire présente, accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles;
 - 4.8.8. le certificat des exigences obligatoires signé par un responsable de l'entreprise dûment autorisé, présenté à l'annexe A.
 - 4.8.9. le certificat des critères cotés, signé par un cadre supérieur de l'entreprise ayant le pouvoir d'engager l'entrepreneur, présenté à l'annexe B.

5. ÉVALUATION DES EXIGENCES OBLIGATOIRES

- 5.1. Les sections suivantes précisent le contenu attendu dans chacune des composantes des exigences obligatoires mentionnées ci-dessus à la section 4.1.7.
- 5.2. Pour être considéré comme conforme à la sixième exigence, le soumissionnaire doit soumettre avec sa proposition six (6) plans décrits aux sections 4.1.7.1 à 4.1.7.6.
- 5.3. Les plans, à l'exception du plan relatif au genre et à la diversité, seront évalués dans le cadre de l'évaluation, en fonction de la qualité et du risque, comme définis à la section 3.1 du plan d'évaluation.

- 5.4. Chaque plan et l'aperçu doivent apporter une réponse à l'ensemble des éléments demandés exposés ci-dessous. Les réponses doivent être détaillées, et au besoin, expliquer comment les éléments aideront le soumissionnaire à atteindre les objectifs du Canada en matière de RIT.
- 5.5. Chaque plan doit traiter, au besoin, de la manière dont le soumissionnaire aborde les secteurs de risque de suivants :
 - 5.5.1. expérience (exercer des activités ailleurs);
 - 5.5.2. capacité (savoir-faire et outils en place);
 - 5.5.3. planification (organisé, proactif);
 - 5.5.4. ressources (équipe, installations, information); et,
 - 5.5.5. mobilisation (interaction avec les intervenants)
- 5.6. Plan d'affaires de l'entreprise
 - 5.6.1. Le plan d'affaires de l'entreprise a pour but de faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire à constituer, planifier et décrire l'équipe qu'il propose pour réaliser les travaux du projet. Le plan doit également faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire et de son équipe à atteindre les objectifs en matière de RIT. Le plan d'affaires devrait compter de sept à dix pages, selon la taille de l'équipe du soumissionnaire.
 - 5.6.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan d'affaires de l'entreprise du soumissionnaire :
 - 5.6.2.1. une description de la structure, de la conduite et du rendement des opérations commerciales du soumissionnaire et de tous les donateurs admissibles proposés pour les travaux du projet;
 - 5.6.2.2. une présentation détaillée du rôle suggéré de chaque entreprise dans les travaux du projet, l'emplacement prévu de ces travaux et le personnel clé qui sera chargé d'effectuer ceux-ci;
 - 5.6.2.3. un organigramme de chaque entreprise qui présente ses opérations commerciales à l'échelle mondiale, et énonce clairement la structure, les relations entre les sociétés mères et les filiales et l'emplacement

des principaux centres de responsabilité (c'est-à-dire le siège social, la fabrication, les centres de service, la R.-D. et le marketing);

- 5.6.2.4. la liste des installations canadiennes actuelles de chaque entreprise, qui comprend leur emplacement, leur date d'établissement, la nature de leurs activités, leur nombre d'employés et leur situation au sein de la structure de l'entreprise à l'échelle mondiale;
- 5.6.2.5. la description des répercussions générales et à long terme des travaux sur l'économie canadienne et de la manière selon laquelle ceux-ci répondent aux objectifs en matière de RIT de la section 3.

5.7. Plan de gestion des RIT

- 5.7.1. Le but du plan de gestion des RIT consiste à faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire à élaborer, mettre en œuvre et gérer ses obligations pour la durée complète de la période de réalisation et de rendre compte de celles-ci. C'est ici que le soumissionnaire énumère officiellement ses donateurs admissibles proposés. Le plan devrait compter entre six et huit pages.
- 5.7.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de gestion des RIT :
 - 5.7.2.1. la description des fonctions de gestion des RIT et de la structure pertinente que le soumissionnaire juge nécessaire pour respecter les obligations. Cette description doit comprendre un sommaire des méthodes, processus et procédures que le soumissionnaire emploiera pour déterminer et présenter les activités relatives aux RIT, ainsi que pour en assurer le suivi, en garder la trace et en rendre compte. Le sommaire devrait être présenté de manière suffisamment détaillée pour faire la preuve que le soumissionnaire comprend pleinement les obligations;
 - 5.7.2.2. le nom, les coordonnées et les renseignements biographiques du ou des responsables en matière de RIT du soumissionnaire et/ou la description des tâches des postes proposés;
 - 5.7.2.3. l'explication des processus internes utilisés par le soumissionnaire pour l'organisation, la défense des intérêts et la sensibilisation en matière de RIT, que cela soit propre au projet ou de manière générale. Le soumissionnaire devrait inclure une description de la manière dont

les considérations relatives aux RIT seront incorporées aux processus décisionnels plus larges de l'entreprise; la description devrait être accompagnée d'une présentation de la manière dont on rendra compte de ces décisions et on en assurera le suivi;

- 5.7.2.4. la description de toutes les activités de compensation, en matière de RIT ou de retombées industrielles et régionales (RIR), entreprises par le soumissionnaire au cours des dix (10) dernières années au Canada et à l'étranger, accompagnée d'un exposé concis sur l'état d'avancement de chaque projet;
- 5.7.2.5. la liste des donateurs admissibles proposés du soumissionnaire et de leurs coordonnées, accompagnée de précisions et de documents expliquant comment chaque entreprise satisfait aux critères concernant les donateurs admissibles exposés dans les modalités relatives aux RIT.
 - Tous les donateurs admissibles proposés font l'objet d'un examen et de l'approbation de l'autorité des RIT au cours de l'évaluation. Seuls les donateurs admissibles proposés qui satisfont aux critères figureront sur la liste des donateurs admissibles dans le contrat. Toute transaction proposée pour laquelle un donateur ne satisfait pas aux critères relatifs aux donateurs admissibles sera refusée.

5.8. Plan de développement régional

- 5.8.1. Le but du plan de développement régional consiste à faire la preuve de l'engagement du soumissionnaire à fournir des débouchés et de l'aide aux entreprises des régions désignées du Canada. Le plan devrait compter entre cinq et sept pages.
- 5.8.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de développement régional :
 - 5.8.2.1. la détermination et la description des transactions proposées du soumissionnaire dans les régions désignées du Canada dont le total se transformera en obligations à remplir au titre de l'article 3 des modalités relatives aux RIT. Le plan peut également indiquer toute cible plus élevée en matière d'engagement régional à laquelle le soumissionnaire est prêt à s'engager par voie de contrat;

- 5.8.2.2. la description par le soumissionnaire de la justification opérationnelle de cette approche régionale;
- 5.8.2.3. la description des activités et méthodes entreprises à ce jour par le soumissionnaire et ses donateurs admissibles proposés qui ont eu pour conséquence la répartition des transactions proposées entre les régions désignées du Canada;
- 5.8.2.4. la description des activités et méthodes qui seront entreprises entre l'octroi du contrat et la fin de la période de réalisation afin d'améliorer les débouchés existants pour les régions désignées du Canada;
- 5.8.2.5. la description de la manière dont les considérations régionales sont incorporées aux processus décisionnels en matière de RIT du soumissionnaire.

5.9. Plan de développement des petites et moyennes entreprises (PME)

- 5.9.1. Le but du plan de développement des petites et moyennes entreprises consiste à faire la preuve de l'engagement du soumissionnaire à fournir des débouchés et de l'aide aux PME au Canada. Le plan devrait compter entre cinq et sept pages.
- 5.9.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de développement des PME :
 - 5.9.2.1. la détermination et la description des transactions proposées du soumissionnaire qui concernent les PME au Canada, le plus élevé que le totale ou 15 pour cent du prix du contrat deviendra une obligation à respecter au titre de l'article 3 des modalités relatives aux RIT;
 - 5.9.2.2. la description des activités et méthodes entreprises à ce jour par le soumissionnaire et ses donateurs admissibles proposés qui ont eu

pour conséquence la répartition des transactions proposées à des PME;

- 5.9.2.3. la description des activités et méthodes qui seront entreprises entre l'octroi du contrat et la fin de la période de réalisation pour améliorer les débouchés existants pour les PME;
- 5.9.2.4. la description de la manière dont les considérations relatives aux petites et moyennes entreprises sont incorporées aux processus décisionnels en matière de RIT du soumissionnaire;
- 5.9.2.5. la description de toute initiative ou aide qui serait apportée aux PME (à l'échelle générale de l'entreprise ou dans le cadre précis du projet) dans le but de les stimuler et d'en faire la promotion à titre de fournisseurs éventuels du projet, mais aussi de développer leur capacité à chercher et mener de nouvelles activités commerciales. Par exemple, il peut s'agir de dispositions spéciales de paiement ou de financement.

5.10. Plan d'exportation

- 5.10.1. La proposition doit comprendre un plan, dans le cadre de la stratégie d'exportation internationale du soumissionnaire, qui démontre que le soumissionnaire et ses fournisseurs peuvent tirer profit du projet pour favoriser des exportations futures.
- 5.10.2. Le plan doit, dans le plus de détails que possible, préciser les marchés internationaux que le soumissionnaire et ses fournisseurs comptent cibler et devrait apporter suffisamment de renseignements au Canada pour lui permettre de juger si une évaluation réaliste du potentiel en matière d'exportation a été fournie et de déterminer si le soumissionnaire a des chances raisonnables de réaliser ce potentiel. Le plan d'exportation devrait traiter du plan des exportateurs et de leur capacité de le mener à

terme. La longueur prévue du plan est de moins de dix (10) pages.

- 5.10.3. Le plan d'exportation du soumissionnaire doit contenir les réponses détaillées à quatre (4) ou plus des critères qui suivent :
- 5.10.3.1. indiquer les marchés particuliers qui sont ciblés incluant une évaluation de la taille du potentiel de marché;
 - 5.10.3.2. décrire toute barrière à l'entrée provenant du Canada et les stratégies d'atténuation connexes;
 - 5.10.3.3. indiquer si des acheteurs ont été trouvés et si la solution du soumissionnaire constitue une priorité d'approvisionnement des acheteurs potentiels dans les marchés ciblés (p. ex. une demande de proposition a-t-elle été émise?);
 - 5.10.3.4. décrire l'approche directe ou indirecte d'entrée sur le marché (p. ex. contrat de gouvernement à gouvernement, contrat commercial direct, agent, partenaire local, mise en place d'opérations locales);
 - 5.10.3.5. décrire l'avantage concurrentiel du soumissionnaire (p. ex. déterminer si l'offre a déjà été commercialisée).
- 5.10.4. Le plan d'exportation doit démontrer que :
- 5.10.4.1. les exportateurs disposent du pouvoir décisionnel leur permettant de réaliser des exportations à partir du Canada, en fournissant les éléments suivants :
 - des éléments probants attestant que les signataires autorisés de l'entreprise sont à même d'effectuer des ventes internationales;
 - des précisions décrivant l'étendue du pouvoir décisionnel concernant la recherche de contrats d'exportation;
 - 5.10.4.2. les exportateurs ont accès aux droits de propriété intellectuelle nécessaires pour exporter vers les marchés cibles à partir du Canada,

en fournissant les éléments probants suivants :

- la preuve d'accès à la propriété intellectuelle (c'est-à-dire la copie d'un contrat de transfert ou de licence pour la propriété intellectuelle);
- la preuve de propriété de la propriété intellectuelle (c'est-à-dire le numéro d'inscription de la propriété intellectuelle);
- d'autres éléments probants attestant l'accès ou la propriété;
- la description des raisons pour lesquelles aucun droit de propriété intellectuelle n'est nécessaire à la mise en œuvre des exportations vers les marchés cibles.

5.10.4.3. Les exportateurs peuvent démontrer que leurs bureaux au Canada possèdent et conserveront le pouvoir exclusif d'exporter le produit ou le service à l'extérieur du Canada, en fournissant les détails et les éléments probants de leur pouvoir exclusif d'exporter le produit ou le service à l'échelle mondiale, ce qui ne requiert aucun mandat mondial de production.

5.10.4.4. Les exportateurs peuvent démontrer qu'ils disposent d'une équipe de gestion pour effectuer des ventes internationales à partir du Canada en fournissant des détails sur leur équipe et leur structure organisationnelle.

5.10.4.5. Les exportateurs peuvent prouver qu'ils ont prévu des ressources humaines et financières et qu'ils les utilisent pour saisir des débouchés sur la scène internationale à partir du Canada en fournissant une description des ressources et un aperçu de leur utilisation.

5.11. Plan relatif au genre et à la diversité

5.11.1. Le plan relatif au genre et à la diversité du soumissionnaire sera seulement évalué dans le but de confirmer qu'il fait partie de la proposition et il ne sera pas coté sur la qualité ou le risque pour la valeur finale d'évaluation des plans.

5.11.2. Le plan relatif au genre et à la diversité vise à montrer l'approche du soumissionnaire pour accroître la diversité en améliorant la proportion des groupes désignés comme cela est défini dans la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* au sein de la structure de la haute direction, au niveau opérationnel et au sein des chaînes d'approvisionnement d'une entreprise. Il est suggéré que le plan contienne de 2 à 10 pages.

5.11.3. Le plan relatif au genre et à la diversité peut comprendre, sans s'y limiter, les éléments suivants :

5.11.3.1. Toute déclaration publique que le soumissionnaire a publiée pour promouvoir la diversité, l'inclusion et l'égalité au sein de ses organisations;

5.11.3.2. L'une ou l'autre des politiques organisationnelles de tolérance zéro du soumissionnaire en matière de discrimination à l'égard des groupes désignés, telle que définie dans la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*;

5.11.3.3. Toute formation existante ou prévue par le soumissionnaire pour sensibiliser sa main-d'œuvre à la diversité et à l'inclusion;

5.11.3.4. Toute autre activité d'entreprise prévue par le soumissionnaire pour accroître ou promouvoir la diversité et l'inclusion au sein de son effectif;

5.11.3.5. Toute statistique disponible sur la proportion des groupes désignés employés dans l'entreprise du soumissionnaire au niveau de la haute direction et au niveau opérationnel;

5.11.3.6. La démarche adoptée par le soumissionnaire pour tenir compte du genre et de la diversité dans ses méthodes de sélection des fournisseurs, en tenant compte des entreprises qui sont principalement dirigées par des membres des groupes désignés au sens de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.

5.12. Fiches détaillées des transactions

5.12.1. La proposition doit comprendre une fiche distincte et détaillée pour chaque transaction proposée par le soumissionnaire, et pour laquelle il est prêt à s'engager par voie de contrat. Un modèle de fiche de transaction est fourni en annexe B aux modalités relatives aux RIT. Le

soumissionnaire est invité à utiliser ce modèle à des fins d'uniformité et de facilité administratives.

- 5.12.2. En plus des fiches de transaction, le soumissionnaire doit inclure un tableau récapitulatif de l'ensemble des transactions qu'il propose. Le tableau récapitulatif devrait indiquer clairement chaque transaction et fournir la ventilation des totaux partiels et pourcentages appropriés selon les catégories « directes », « indirectes », « régionales », « petites et moyennes entreprises » et « critères cotés ». Le tableau récapitulatif devrait décrire brièvement la manière dont chaque transaction proposée s'harmonise avec les critères cotés pour compléter les détails qui figurent dans la fiche de transaction. Le soumissionnaire peut utiliser le format de son choix pour le tableau récapitulatif.
- 5.12.3. Le soumissionnaire devrait intégrer un plan de prévision pour les transactions attendues [1] et [3] ans après la date d'entrée en vigueur du contrat. Le plan de prévision devrait contenir les renseignements suivants, sans toutefois s'y limiter : la liste des entreprises canadiennes prises en compte ou les capacités particulières recherchées auprès des fournisseurs canadiens.
- 5.12.4. Il est fortement recommandé au soumissionnaire de remplir entièrement chaque section de la fiche de transaction comme on le présente ci-dessous de sorte que la transaction puisse être convenablement évaluée. Le soumissionnaire devrait également fournir des détails et des documents dans sa proposition à l'appui de l'admissibilité de la transaction. Le fait de ne pas décrire ou documenter convenablement la transaction proposée peut donner lieu à son rejet en raison du non-respect des critères d'admissibilité des transactions.
- 5.12.5. Lors de la détermination d'une transaction aux fins de la section 4.1.3, une feuille de transaction signée doit être présentée à l'autorité des RIT; elle doit désigner le donateur admissible et l'entreprise bénéficiaire, décrire l'activité commerciale en détail, fournir des renseignements sur l'évaluation et respecter les instructions à l'intention du soumissionnaire ainsi que les modalités des RIT en ce qui concerne les critères d'admissibilité, l'évaluation, les types de transactions et la mise en banque.
- 5.12.6. Instructions concernant les fiches de transaction :

5.12.6.1. Aperçu de transaction

- Titre et numéro (*fournir un titre court qui désigne l'activité et un numéro unique selon un ordre simple et séquentiel*)
- Date de présentation de la transaction (*date de la proposition*)
- Tranche (*la proposition représente la tranche 1*)

5.12.6.2. Coordonnées de l'entrepreneur (renseignements concernant l'entrepreneur proposé pour le projet)

5.12.6.3. Coordonnées du donateur (renseignements concernant le donateur proposé pour le projet)

5.12.6.4. Renseignements relatifs à l'entreprise bénéficiaire (Remarques : i) la description de l'entreprise devrait mentionner les emplacements, l'histoire de l'entreprise et ses capacités centrales ; ii) voir l'article 8.1.5 des modalités pour les autres exigences concernant les bénéficiaires.)

5.12.6.5. Évaluation et échelonnement (préciser les VCC globales, selon le cas, ainsi que le calendrier détaillé de l'engagement divisé en périodes de 12 mois, qui reflètent les périodes de rapport)

- Aux fins du processus d'évaluation, on ne tiendra pas compte de la valeur multipliée d'une transaction proposée qui concerne un multiplicateur de crédit, la réalisation de ventes ultérieures, ou l'amélioration de la valeur comme le décrit l'article 7 des modalités. On ne tiendra compte que de la valeur nominale de l'investissement initial dans la transaction proposée. Les valeurs de crédits multipliés, la réalisation de ventes ultérieures ou l'amélioration de la valeur seront comptabilisées après la date d'entrée en vigueur du contrat.

5.12.6.6. Détails concernant la transaction

- Type de transaction (*directe ou indirecte, regroupée, mise en banque*)

- Description de la transaction (*présenter une description détaillée de l'activité proposée qui indique la nature des travaux; l'emplacement des travaux au Canada; les quantités et le calendrier estimés; tous les marchés d'utilisation finale, plateformes ou programmes, et d'autres renseignements pertinents*)
- Activité liée à la proposition de valeur (*oui ou non*)
 - Portant sur la défense (*oui, non ou double emploi*)
 - Activité de R.-D. (*oui ou non*)
 - Développement des sources d'approvisionnement (*oui ou non*)
 - Marchés cibles d'exportation (*oui ou non*)
 - Développement des compétences et la formation (*oui ou non*)
- Description ou justification des classifications concernant la proposition de valeur mentionnées ci-dessus (*faire la preuve et rendre compte clairement de l'harmonisation avec les exigences de la proposition de valeur*)
- Type d'activité (*c.-à-d. achat, investissement*)
- Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) (*remplissez les codes SCIAN primaire, secondaire, et tertiaire*)
- Type d'activité commerciale (*sélectionnez un type d'activité commerciale qui s'applique le mieux*)
- Précisions concernant le cadre d'investissement (*le cas échéant*)
 - Type d'investissement admissible (*paiement en espèces, achat d'actions en espèces, propriété intellectuelle en nature, transfert d'équipement, soutien à la commercialisation*)
 - Type d'activité de R.-D. ou de commercialisation (*c.-à-d. analyse d'essais, recherche appliquée, planification commerciale, études de faisabilité*)
 - Plan d'affaires compris (*modèle figurant à l'annexe D des modalités*)

- Documents relatifs à l'évaluation compris (*entente ou rapport d'évaluation en nature, suivant le cas*)

5.12.6.7. Renseignements relatifs aux membres du consortium (*le cas échéant*)

5.12.6.8. Critères d'admissibilité des transactions (fournir le plus de détails et de précisions possibles dans la description de la manière dont une transaction proposée respecte chacun des critères d'admissibilité exposés dans les modalités relatives aux RIT. Le modèle de la fiche de transaction fournit une orientation à cet égard. Toutes les précisions, documents et certificats devraient faire partie de la proposition).

5.12.6.9. Autre

- Aide du gouvernement du Canada (*indiquer la date et donner des détails concernant toute aide apportée par un palier de gouvernement au Canada pour une activité particulière, un donateur admissible ou un bénéficiaire*)
- Valeur du contenu canadien (VCC) (*indiquer ici la méthode d'établissement de la VCC choisie.*)
- Niveau de technologie (*pour les transactions indirectes, décrire brièvement le niveau de technologie, en précisant s'il est égal ou supérieur à celui du projet.*)

5.12.6.10. Signature (un signataire autorisé de l'entreprise du soumissionnaire ou du donateur admissible proposé)

5.13. Certificat de respect des exigences obligatoires

5.13.1. Le soumissionnaire doit présenter son certificat des exigences obligatoires (annexe A) avec sa proposition; le certificat doit comprendre le nom de son entreprise et le prix de la soumission, et doit être signé et daté par un représentant de l'entreprise dûment autorisé à lier l'entreprise.

5.14. Certificat des critères cotés par points

5.14.1. Le soumissionnaire doit présenter son certificat des critères cotés par points (annexe B) avec sa proposition; le certificat doit comprendre le nom de son entreprise et les engagements concernant la proposition de

valeur, et il doit être signé et daté par un représentant de l'entreprise dûment autorisé à lier l'entreprise.

6. CRITÈRES COTÉS PAR POINTS

- 6.1. Proposition de valeur : le soumissionnaire devrait fournir des renseignements et des précisions au sujet de ses engagements concernant la proposition de valeur, de ses transactions et de sa stratégie d'exportation internationale, qui seront cotés comme l'indique la section 4 du plan d'évaluation. Le soumissionnaire devrait remplir et présenter le certificat des critères cotés par points (annexe B) signé et daté par un représentant de l'entreprise dûment autorisé à lier l'entreprise.
- 6.1.1. *Instructions pour le secteur de la défense* – La proposition doit comprendre l'engagement du soumissionnaire, qui sera supérieur au minimum obligatoire décrit à la section 4.5 pour réaliser les transactions directes. Cet engagement devrait prendre la forme d'un pourcentage sur le prix du contrat, y compris les options, mesuré en VCC. Cet engagement deviendra une obligation à exécuter pendant la période de réalisation.
- 6.1.2. *Instructions pour la recherche et le développement technologique* – La proposition doit comprendre l'engagement du soumissionnaire à réaliser les transactions axées sur la recherche et le développement des systèmes télépilotés et technologies autonomes, des sonars et systèmes acoustiques et du soutien en service. Cet engagement devrait prendre la forme d'un pourcentage sur le prix du contrat, y compris les options, mesuré en VCC. Cet engagement deviendra une obligation à exécuter pendant la période de réalisation.
- 6.1.3. *Instructions concernant le développement des sources d'approvisionnement* – La proposition doit comprendre l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions relatives au développement des sources d'approvisionnement. Cet engagement devrait prendre la forme d'un pourcentage sur le prix du contrat, y compris les options, mesuré en VCC. Cet engagement deviendra une obligation à exécuter pendant la période de réalisation.
- 6.1.4. *Instructions concernant les exportations* – La proposition doit comprendre l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions relatives aux exportations. Cet engagement devrait prendre la forme d'un pourcentage sur le prix du contrat, y compris les options, mesuré en

VCC. Cet engagement deviendra une obligation à exécuter pendant la période de réalisation.

- 6.1.5. *Instructions concernant le développement des compétences et la formation* – La proposition doit comprendre l'engagement du soumissionnaire à réaliser des transactions relatives au développement des compétences et à la formation. L'engagement doit être exprimé en pourcentage du prix de la soumission, mesuré en VCC, options comprises. Cet engagement deviendra une obligation à satisfaire durant la période de réalisation.

7. MISE EN BANQUE ET REGROUPEMENT

- 7.1. La mise en banque et les regroupements sont décrits dans les modalités. Le soumissionnaire peut utiliser des transactions mises en banque, ou une partie regroupée de ces dernières, dans le cadre de sa proposition.
- 7.1.1. Le soumissionnaire présentant une transaction mise en banque dans sa proposition devrait annexer : i) la copie de la fiche de la transaction mise en banque approuvée; et, ii) le relevé bancaire le plus récent autorisé par l'autorité des RIT et daté d'avant la date de publication de la demande de proposition à laquelle la proposition fait suite.
- 7.1.2. Le soumissionnaire présentant une partie regroupée d'une transaction mise en banque devrait annexer le relevé bancaire le plus récent autorisé par l'autorité des RIT et daté d'avant la date de publication de la demande de proposition à laquelle la proposition fait suite.
- 7.1.3. Dans tous les cas, la valeur indiquée dans le relevé bancaire sera celle qui sera utilisée pendant le processus d'évaluation
- 7.1.4. Une transaction regroupée, en tout ou partie, peut figurer dans la proposition seulement si elle provient de la banque.
- 7.2. Si une transaction mise en banque est utilisée dans le cadre d'une proposition, le comité d'évaluation considérera la transaction approuvée pour s'être conformée aux critères d'admissibilité des transactions, exception faite du donateur admissible.

- 7.2.1. On évaluera la transaction mise en banque afin de déterminer si elle respecte les critères du projet relatifs au donateur admissible énoncés à l'article 8 des modalités.
- 7.3. L'acceptation d'une transaction mise en banque ne garantit pas de points de proposition de valeur. Toutes les transactions mises en banque seront évaluées aux fins du pointage de la proposition valeur comme le décrit le plan d'évaluation.
- 7.4. Le soumissionnaire peut présenter des transactions mises en banque de toute VCC dans sa proposition. La VCC totale des transactions mises en banque présentées dans la proposition se transformera en engagement à exécuter au titre de l'article 3 des modalités. Cependant, la VCC de toute transaction mise en banque dépassant 50 pour cent du total de l'ensemble des transactions mentionnées dans la proposition ne comptera pas dans l'évaluation.
- 7.5. Le soumissionnaire est invité à présenter les transactions mises en banque proposées à la banque des RIT bien en avance de la date de publication de la demande de proposition. Une transaction mise en banque, ou une portion de celle-ci, figurant dans la proposition pour laquelle la date du relevé bancaire autorisé est postérieure à la date de publication de la demande de proposition pour le projet ne sera pas prise en compte dans l'évaluation des exigences obligatoires ou cotées. De plus, cette transaction ne deviendra pas une obligation à exécuter au titre du contrat.

Annexe D - Proposition de valeur instructions et plan d'évaluation
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Annexe A – Certificat des exigences obligatoires

Le soumissionnaire, _____, déclare et atteste que par cette proposition pour le projet, il accepte et remplit les conditions suivantes :

Exigence obligatoire	Engagement contractuel particulier
1. Il s'engage à réaliser des transactions équivalant à au moins cent (100) pour cent de la valeur du contrat, (y compris les options) mesurées en valeur de contenu canadien (VCC), et à les effectuer au cours de la période de réalisation.	Article 3.1.1
2. Il précise le prix de son offre (avant taxes et arrondi au dollar le plus près) comme étant : \$	Article 1.1.3
3(a) il détermine des transactions qui équivalent au total à au moins 30 pour cent du prix de la soumission [<i>options c.-à-d.</i>], mesurée en VCC.	Articles 3.1.1, 3.1.2, 3.1.3, 3.1.4 et 3.1.6
3(b) il s'engage à déterminer un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat d'autres transactions supplémentaires qui portent le total cumulé des transactions déterminées à au moins 60 pour cent du prix du contrat (y compris les options) mesuré en VCC;	Article 3.2.1
3(c) il s'engage à déterminer trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat d'autres Transactions qui portent le total cumulé des transactions indiquées à 100 pour cent du prix du contrat (y compris les options) mesuré en VCC.	Article 3.2.2
4. Il s'engage à réaliser au vingt-cinq (25) pour cent du prix du contrat (y compris les options) en transactions directes, mesurées en VCC.	Article 3.1.2.1
5. Il s'engage à réaliser au moins quinze (15) pour cent du prix du contrat (y compris les options) en transactions, mesurées en VCC, avec des petites et moyennes entreprises.	Article 3.1.3
6. Il consent à l'ensemble des modalités relatives aux RIT.	L'ensemble des articles et des annexes.
7. Il a présenté les composantes obligatoires de la proposition suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'affaires de l'entreprise; • le plan de gestion des RIT; • le plan de développement régional; • le plan de développement des petites et moyennes entreprises; • Plan d'exportation; • Plan relatif au genre et à la diversité; • les fiches de transaction détaillées accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles; • le présent certificat des exigences obligatoires, dûment rempli, signé et daté • le certificat des critères cotés, signé par un cadre supérieur de l'entreprise ayant le pouvoir d'engager l'entrepreneur. 	Annexe A

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DES EXIGENCES OBLIGATOIRES A ÉTÉ SIGNÉ
 CE _____^E JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR DE
 L'ENTREPRISE DÛMENT AUTORISÉ À ENGAGER L'ENTREPRISE.

Annexe D - Proposition de valeur instructions et plan d'évaluation
À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

Annexe B – Certificat des critères cotés par points

Le soumissionnaire, _____, déclare et certifie que par cette proposition pour le projet Système d'élimination et de chasse, il prend les engagements suivants qui donnent suite aux critères cotés par points exposés à la section 6. Ces engagements deviendront des obligations qui devront être satisfaites pendant la période de réalisation.

Critères cotés	Engagement du soumissionnaire	Nombre maximal de points disponibles	Référence des modalités de l'engagement
Défense		40	
Engagement à réaliser des transactions directes	xx %		Article 3.1.2.1
Recherche et développement		30	
Engagement à réaliser des transactions relatives à la recherche et au développement dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Systèmes télépilotés et technologies autonomes • Sonars et systèmes acoustiques • Soutien en service 	xx %		Article 3.1.2.2
Développement des sources d'approvisionnement		15	
Engagement à réaliser des transactions relatives au développement des sources d'approvisionnement	xx %		Article 3.1.2.3
Exportation		10	
Engagement à réaliser des transactions d'exportation	xx %		Article 3.1.2.4
Développement des compétences et formation		5	
Engagement à réaliser des transactions relatives au développement des compétences et à la formation	xx %		Article 3.1.2.5

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DES CRITÈRES COTÉS PAR POINTS A ÉTÉ
 SIGNÉ CE _____^E JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR
 DE L'ENTREPRISE DÛMENT AUTORISÉ À ENGAGER L'ENTREPRISE.

Annexe D - Proposition de valeur instructions et plan d'évaluation
À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

SYSTÈME D'ÉLIMINATION ET DE CHASSE AUX MINES À DISTANCE

RETOMBEES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)

Proposition de valeur Plan d'évaluation

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION
2	EXIGENCES OBLIGATOIRES
3	VALEURS MINIMALES D'ÉVALUATION
4	D'ÉVALUATION COTÉE
5	PROCESSUS

1. INTRODUCTION

- 1.1. Le but du plan d'évaluation des propositions de valeur consiste à décrire la méthodologie qui sera employée pour évaluer la proposition de valeur (« proposition ») présentée par le soumissionnaire.
- 1.2. La proposition sera jugée soit recevable, soit non recevable. La proposition sera réputée recevable si elle : i) se conforme aux exigences obligatoires indiquées à la section 2, et ii) respecte les valeurs minimales d'évaluation énoncées dans la section 3.
- 1.3. Toutes les évaluations recevables seront par la suite évaluées sur la base des critères cotés par points comme l'indique la section 4.
- 1.4. Les résultats de l'évaluation seront communiqués à l'autorité contractante. Les résultats seront ensuite incorporés aux résultats de l'évaluation globale de la soumission.
- 1.5. Le soumissionnaire est fortement incité à examiner soigneusement l'intégralité du document d'instructions à l'intention du soumissionnaire.
- 1.6. Les termes définis en nulle autre part de ce document ont le sens qui leur est attribué dans les modalités relatives aux retombées industrielles et technologiques (RIT) et dans la demande de proposition, y compris les annexes, auxquelles est joint ce plan d'évaluation.

2. EXIGENCES OBLIGATOIRES

- 2.1. Le tableau ci-dessous décrit précisément chaque exigence obligatoire et la manière suivant laquelle l'autorité des RIT évaluera le respect de l'exigence. La proposition sera jugée soit recevable, soit non recevable. Pour que la proposition soit jugée recevable, elle doit satisfaire à toutes les exigences.

Exigence obligatoire	Méthode de confirmation
1. Le soumissionnaire s'engage à réaliser des transactions mesurées en valeur du contenu canadien (VCC) qui équivalent au moins à 100 pour cent du prix du contrat, à effectuer au cours de la période de réalisation.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.

Annexe D - Proposition de valeur instructions et plan d'évaluation
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

2. Le soumissionnaire a précisé le prix de sa soumission qui ne comprend pas les taxes et est arrondi au dollar le plus près.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté et est accompagné du prix de la soumission.
3a. Le soumissionnaire a déterminé les transactions, qui sont détaillées, entièrement décrites, et qui équivalent au total à au moins 30 pour cent du prix de la soumission mesuré en VCC.	La VCC de chaque transaction figurant dans la proposition est additionnée, puis le total est comparé au prix de la soumission. Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
3b. Le soumissionnaire s'engage à déterminer un (1) an après l'obtention du contrat les transactions détaillées et entièrement décrites qui portent le total cumulé des transactions déterminées à au moins 60 pour cent du prix du contrat mesuré en VCC.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
3c. Le soumissionnaire s'engage à déterminer trois (3) ans après l'obtention du contrat les transactions détaillées, entièrement décrites qui portent le total cumulé des transactions déterminées à 100 pour cent du prix du contrat mesurée en VCC.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
4. Le soumissionnaire s'engage à réaliser des transactions directes mesurées en VCC qui équivalent à 25 pour cent au moins du prix du contrat. Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
5. Le soumissionnaire s'engage à réaliser au moins 15 pour cent du prix du contrat en transactions, mesurées en VCC, de petites et moyennes entreprises.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
6. Le soumissionnaire consent à l'ensemble des modalités relatives aux RIT.	Le certificat des exigences obligatoires est dûment signé et présenté.
7. L'ensemble des composantes nécessaires suivantes figure dans la proposition du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'affaires de l'entreprise; • le plan de gestion des RIT; • le plan de développement régional; • Plan d'exportation; • Plan relatif au genre et à la diversité; • les fiches détaillées des transactions accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles; • le certificat signé des exigences obligatoires; • le certificat signé des critères cotés par points. 	<p>La présence dans la proposition de chacune des composantes nécessaires.</p> <p>Le certificat des exigences obligatoires est signé et présenté en bonne et due forme.</p>

Tableau 2-1 – Tableau d'évaluation des exigences obligatoires

- 2.2. À la fin de l'évaluation des exigences obligatoires, pour chaque soumission jugée recevable, le Canada mènera une évaluation supplémentaire, qui consiste à évaluer les exigences décrites à la section 3.

3. VALEURS MINIMALES D'ÉVALUATION

- 3.1. Les plans seront évalués afin de déterminer s'ils satisfont aux valeurs minimales d'évaluation indiquées ci-dessous.
- 3.1.1. Les six plans du soumissionnaire seront évalués afin de confirmer qu'ils figurent dans la proposition. Les plans, à l'exception du plan concernant le genre et la diversité, seront ensuite évalués en fonction de la qualité et du risque qu'ils comportent en utilisant les tableaux 3-1 et 3-2.
- 3.1.2. L'évaluation de la qualité consiste à déterminer si les plans répondent aux composantes demandées à la section 5 des instructions à l'intention du soumissionnaire, et au niveau de détail dans la composante; elle consiste aussi à déterminer à quel degré le contenu du plan atteint les objectifs de RIT exposés à la section 3 des instructions à l'intention du soumissionnaire.
- 3.1.3. L'évaluation de la qualité reposera sur une échelle allant d'un (1) à quatre (4) qui utilise les valeurs du tableau 3-1 ci-dessous.

VALEUR	PLAN – ÉVALUATION DE LA QUALITÉ
4	SUPÉRIEURE Le plan comprend des réponses détaillées à au moins quatre des éléments exigés aux sections 5.4 à 5.7 inclusivement des instructions à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que nombre des objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.
3	BONNE Le plan comprend des réponses détaillées à trois des éléments exigés aux sections 5.4 à 5.7 inclusivement des instructions à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que plusieurs objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.

Annexe D - Proposition de valeur instructions et plan d'évaluation
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

2	MAUVAISE Le plan comprend des réponses détaillées à deux des éléments exigés aux sections 5.4 à 5.7 inclusivement des instructions à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan fait la preuve que quelques-uns des objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.
1	TRÈS FAIBLE Le plan comprend des réponses détaillées à tout au plus un des éléments exigés aux sections 5.4 à 5.7 inclusivement des instructions à l'intention du soumissionnaire, selon le besoin. Le plan ne fait pas la preuve que les objectifs du Canada en matière de RIT seront atteints.

Tableau 3-1 – Évaluations de la qualité des plans

- 3.1.4. L'évaluation du risque consiste à déterminer si les plans apportent une réponse aux secteurs de risque exposés à la section 5 des instructions à l'intention du soumissionnaire et au niveau de précision apporté.
- 3.1.5. L'évaluation du risque reposera sur une échelle allant d'un (1) à quatre (4) qui utilise les valeurs du tableau 3-2 ci-dessous.

VALEUR	PLAN – ÉVALUATION DU RISQUE
4	SUPÉRIEURE Le plan comprend une réponse détaillée à au moins quatre des secteurs de risque figurant à la section 5.3 des instructions à l'intention du soumissionnaire, de sorte que la probabilité de non-réalisation est extrêmement faible.
3	BONNE Le plan comprend une réponse détaillée à trois secteurs de risque figurant à la section 5.3 des instructions à l'intention du soumissionnaire, de sorte que la probabilité de non-réalisation est faible.
2	MAUVAISE Le plan comprend une réponse détaillée à deux secteurs de risque figurant à la section 5.3, de sorte que la probabilité de non-réalisation est modérée.
1	TRÈS FAIBLE Le plan comprend une réponse détaillée à tout au plus l'un des secteurs de risque figurant à la section 5.3 de sorte que la probabilité de non-réalisation est élevée.

Tableau 3-2 – Évaluations du risque des plans

Annexe D - Proposition de valeur instructions et plan d'évaluation
À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

- 3.1.6. Les évaluations de la qualité et du risque acceptées par les évaluateurs seront multipliées, les totaux cumulés, et ce total servira à déterminer la valeur finale d'évaluation des plans pour la proposition.
- 3.1.7. Le soumissionnaire doit atteindre ou dépasser une valeur finale d'évaluation des plans de quarante (40) sur un total possible de quatre-vingts (80).

EXEMPLE :

Plan	Qualité (A)	Risque (B)	Valeur d'évaluation (C) <i>(C) = (A) x (B)</i>
Plan d'affaires de l'entreprise	4	3	12
Plan de gestion des RIT	2	3	6
Plan de développement régional	4	4	16
Plan de développement des petites et moyennes entreprises	4	2	8
Plan d'exportation	3	3	9
Valeur d'évaluation finale des plans			51

Tableau 3.3 – Exemple

3.2. Évaluation des transactions

- 3.2.1. Les transactions proposées par le soumissionnaire seront évaluées afin de juger si elles respectent les instructions à l'intention du soumissionnaire et les modalités relatives aux RIT qui concernent les critères d'admissibilité, les évaluations, les mises en banque et les types de transactions.
- 3.2.2. Une transaction proposée qui ne respecte pas les critères présentés au point 3.2.1 sera refusée et ne sera plus prise en compte lors de l'évaluation des exigences obligatoire ou cotée, ou dans le contrat.

3.2.3. La transaction proposée qui respecte les critères présentés au point 3.2.1 sera évaluée au moyen des critères d'évaluation cotés présentés à la section 4.

3.3. À la fin de l'évaluation décrite à la section 3 du processus d'évaluation, pour chaque soumission jugée recevable, le Canada exécutera la partie relative à l'évaluation cotée du processus d'évaluation, qui consiste à vérifier la conformité aux exigences cotées décrites à la section 4.

4. ÉVALUATION COTÉE

4.1. Les engagements proposés et les transactions du soumissionnaire seront évalués par rapport aux critères cotés par points conformément à la description qui suit.

4.1.1. Travaux directs (40 points) :

Le soumissionnaire peut établir un engagement visant à réaliser des transactions directes comme l'indique la section 6.2 des instructions à l'intention du soumissionnaire. Les points seront attribués comme suit :

Les points seront attribués à un engagement, mesuré en VCC sous forme de pourcentage du prix de la soumission, dans le but de réaliser des transactions directes. L'engagement minimum obligatoire doit être de vingt-cinq (25) pour cent. L'engagement sera coté comme suit :

0,533 point sera attribué pour chaque tranche d'un (1) pour cent de l'engagement.

4.1.2. Recherche et développement technologique (30 points) :

Le soumissionnaire peut établir un engagement visant à réaliser des transactions en matière de recherche et développement pour le secteur de la défense comme l'indique la section 6.3 des instructions à l'intention du soumissionnaire. Les points seront attribués comme suit :

Les points seront attribués à un engagement, mesuré en VCC sous forme de pourcentage du prix de la soumission, dans le but de réaliser des transactions de recherche et développement dans les domaines des systèmes télépilotés et technologies autonomes, des sonars et systèmes acoustiques, et du soutien en service. L'engagement sera coté comme suit :

0,3 point sera attribué pour chaque tranche d'un (1) pour cent de l'engagement.

4.1.3. Développement des sources d'approvisionnement (15 points) :

Le soumissionnaire peut établir un engagement visant à réaliser des transactions en matière de développement des sources d'approvisionnement comme l'indique la section 6 des instructions à l'intention du soumissionnaire. Les points seront attribués comme suit :

Les points seront attribués à un engagement, mesuré en VCC sous forme de pourcentage du prix de la soumission, dans le but de réaliser des transactions axées sur le développement des sources d'approvisionnement. L'engagement sera coté comme suit:

0,15 point sera attribué pour chaque tranche d'un (1) pour cent de l'engagement.

4.1.4. Exportation (10 points) :

Le soumissionnaire peut déterminer un engagement visant à réaliser pour tout secteur de la défense et tout secteur non lié à la défense au Canada comme l'indique la section 6.1.4 des instructions à l'intention du soumissionnaire. Les points seront attribués comme suit :

Les points seront attribués à un engagement, mesuré en VCC sous forme de pourcentage du prix de la soumission, dans le but de réaliser des transactions axées sur les exportations. L'engagement sera coté comme suit :

0,1 point sera attribué pour chaque un (1) pour cent de l'engagement.

4.1.5. Développement des compétences et formation (5 points)

Le soumissionnaire peut déterminer un engagement visant à réaliser pour tout secteur de la défense et tout secteur non lié à la défense au Canada comme l'indique la section 6.1.4 des instructions à l'intention du soumissionnaire. Les points seront attribués comme suit :

Les points seront attribués à un engagement, mesuré en VCC sous forme de pourcentage du prix de la soumission, pour réaliser des transactions

axées sur le développement des compétences et la formation.
L'engagement sera coté comme suit :

0,05 sera attribué pour chaque un (1) pour cent de l'engagement.

- 4.2. Les transactions déterminées seront évaluées afin de déterminer si elles correspondent à chacun des critères d'évaluation cotés présentés aux sections 4.1.1 à 4.1.5. Le soumissionnaire devra fournir un niveau de précision suffisant pour corroborer la prétention suivant laquelle la transaction satisfait à un critère donné.
 - 4.2.1. Les transactions pour lesquelles le soumissionnaire fait la preuve qu'elles correspondent aux critères d'évaluation cotés figureront dans le contrat en tant qu'engagements à tenir.
- 4.3. Une transaction déterminée peut correspondre à plusieurs critères; dans ce cas, elle sera cotée en conséquence jusqu'à concurrence du maximum du total des points. Tous les engagements et transactions déterminés dans la proposition figureront à titre d'engagement ou d'obligation à remplir dans le contrat qui en découle.
- 4.4. Les engagements indiqués par le soumissionnaire dans *l'annexe B – Certificat des critères cotés par points* des instructions à l'intention des soumissionnaires s'appliqueront au prix du contrat, tandis que les transactions seront évaluées en fonction du prix de la soumission indiqué dans *l'annexe A – Certificat des exigences obligatoires*.
- 4.5. Si le soumissionnaire présente dans sa proposition des engagements ou des transactions dont la valeur dépasse 100 pour cent du prix de la soumission, aucun point supplémentaire au-delà de ceux décrits dans le plan d'évaluation ne sera accordé dans le cadre de l'évaluation.
- 4.6. Si la somme cumulative des transactions déterminées, mesurées en VCC, fournie dans le cadre de la proposition est supérieure à l'engagement défini à *l'annexe B – Certificat des critères cotés par points* des instructions à l'intention des soumissionnaires, l'autorité responsable des RIT acceptera la somme plus élevée comme étant l'engagement final du soumissionnaire. Le soumissionnaire sera ensuite évalué en fonction de cette somme conformément à la section 4 du plan d'évaluation.
- 4.7. Le tableau 4.3 ci-dessous récapitule la notation de l'évaluation cotée :

Annexe D - Proposition de valeur instructions et plan d'évaluation
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Critères	Points à disposition	Fondement de l'évaluation
Défense		
Engagement à réaliser des transactions directes	40	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Recherche et développement		
Engagement à réaliser des transactions relatives à la recherche et au développement dans les domaines suivants : - Systèmes télépilotés et technologies autonomes - Sonars et systèmes acoustiques - Soutien en service	30	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Développement des sources d'approvisionnement		
Engagement à réaliser des transactions relatives au développement des sources d'approvisionnement	15	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Exportation		
Engagement à réaliser des transactions d'exportation	10	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Développement des compétences et formation		
Engagement à réaliser des transactions relatives au développement des compétences et à la formation	5	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé
Total des points	100	

Tableau 4.3 – Notation des transactions

- 4.8. Cote totale de la proposition de valeur : Les cotes du soumissionnaire pour les engagements seront additionnées pour donner la cote totale de la proposition de valeur qui sera ensuite pondérée à vingt (20) pour cent de la cote totale possible dans le cadre de l'évaluation globale de la soumission du projet.

Annexe D - Proposition de valeur instructions et plan d'évaluation
 À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Critères	Engagement du soumissionnaire 1	Engagement du soumissionnaire 2	Fondement de l'évaluation
Défense	30 %	55 %	
Points (Maximum de 40)	2,67	15,99	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé – Annexe B des instructions au soumissionnaire
Recherche et développement	35 %	10 %	
Points (Maximum de 30)	10,5	3	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé – Annexe B des instructions au soumissionnaire
Développement des sources d'approvisionnement	10 %	20 %	
Points (Maximum de 15)	1,5	3	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé – Annexe B des instructions au soumissionnaire
Exportation	10 %	15 %	
Points (Maximum de 10)	1	1,5	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé – Annexe B des instructions au soumissionnaire
Développement des compétences et formation	1 %	3 %	
Points (Maximum de 5)	0,05	0,15	Engagement sur le certificat des critères cotés par points signé –

Annexe D - Proposition de valeur instructions et plan d'évaluation
À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

			Annexe B des instructions au soumissionnaire
Total des points : 100	30,92	44,69	

Tableau 4-2 – Version provisoire d'un scénario d'évaluation

5. PROCESSUS

- 5.1. L'évaluation est dirigée par l'autorité des RIT; y participent des représentants d'organismes de développement régional, et au besoin, d'autres experts en la matière.
- 5.2. Les études d'évaluation et la notation reposeront sur un consensus selon lequel la proposition du soumissionnaire sera lue et commentée et tous les évaluateurs s'accorderont sur une note pour chacun des éléments cotés. Un consensus sur des questions plus vastes devra aussi être obtenu, notamment sur la nécessité ou la nature de demandes de précisions ou de conseils auprès d'experts externes. Si les évaluateurs ne sont pas en mesure de parvenir à un consensus sur la notation, certains enjeux ou d'autres questions à la suite d'une discussion, la décision finale reviendra au responsable de l'évaluation d'IC
- 5.3. L'autorité des RIT assumera la responsabilité de veiller à ce que les membres de l'équipe d'évaluation s'acquittent de leurs tâches. L'autorité des RIT fera le lien entre l'équipe d'évaluation et les représentants de l'extérieur.

ANNEXE C - PAIEMENT ELECTRONIQUE DE FACTURES

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

**ANNEXE D - PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN
MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION**

En présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, j'atteste, en tant que soumissionnaire, que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-après. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission non recevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour en savoir plus sur le Programme des contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consultez le site Web [Emploi et Développement social Canada – Programme du travail](#).

Date : _____ (AAAA-MM-JJ) (Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.)

Remplissez les sections A et B.

A. Cochez l'une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur assujéti à la législation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.
- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a signé un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC – Programme du travail;

OU

- ☐ A5.2 Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à Emploi et Développement social Canada – Programme du travail. Comme il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat, remplissez le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le, puis transmettez-le aux responsables du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

B. Cochez une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

Annexe D Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi

À: Volume 1 - Instructions et exigences à l'intention des soumissionnaires

Daté: 25 mai 2020

- () B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie. (Voir la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.